Sommaire

Le mot du Directeur d'ESSOR 2

Introduction 3

L'expertise d'ESSOR – 15 années de pratiques sur deux continents 5

Marché – Formation et Insertion Professionnelle des jeunes – Politiques Publiques 6

Ce qui rapproche les grandes institutions intervenant sur la FIP 8

Le Brésil, le Mozambique, le Tchad : des défis politiques nationaux autour de la Formation et de l'Insertion Professionnelle des jeunes défavorisés 10

Entreprises – Formation Professionnelle – Insertion des jeunes 16

L'expertise d'ESSOR : Le Brésil 18

Le Mozambique 22

Le Tchad 26

Une démarche et des outils éprouvés, fruit de 15 années d'expérience 27

Les leçons apprises et les bonnes pratiques à retenir 28

Le positionnement et la contribution d'ESSOR sur la Thématique FIP 30

Ce que l'expérience a induit comme changements au sein de l'ONG ESSOR 32

Quelques mots pour conclure 37

Annexe : Les institutions internationales et les stratégies qu'elles développent 39

Le mot du Directeur d'ESSOR

Jean Philipe Delgrange

Directeur ESSOR

La mise en place d'action de Formation et d'Insertion Professionnelle (FIP) à ESSOR résulte d'un long processus de maturation. L'association a démarré ses interventions en zones urbaines au travers de projets « intégrés » touchant les différentes tranches d'âge (enfants, adolescents et adultes) et les problématiques d'éducation, de santé, d'insertion sociale des jeunes, de formation professionnelle, d'organisation communautaire…

Progressivement, en menant des activités dans ces nombreux domaines, ESSOR et ses partenaires ont perçu à quel point la question de la génération de revenus était finalement au cœur des questions de développement, et que se limiter à la formation professionnelle était insuffisant.

C'est dans le cadre de cette évolution qu'en parallèle à des actions de formation professionnelle nous avons progressivement initié des activités touchant à l'insertion des apprenants, puis plus globalement à l'insertion économique des populations des quartiers périphériques urbains.

C'est donc assez naturellement qu'un secteur FIP a donc pris forme chez ESSOR, avec pour cela un appui significatif de l'AFD avec qui a été établie une Convention Programme FIP.

Les pages qui suivent contribueront, nous l'espérons, à mieux appréhender la réalité de ce secteur de la FIP dans les problématiques du développement, et à comprendre les expériences menées par ESSOR ainsi que ses partenaires (ADEIS, AMAZONA, AMDEC, AMPARO, ASDP, CEMAR, GACC, GACC-MA, UPA) et ce qu'on peut en tirer comme leçons apprises et bonnes pratiques(*).

(*) C'est d'ailleurs dans cette optique de participer à la diffusion de bonnes pratiques qu'ESSOR a souhaité faire partie du Réseau «Pratiques» (http://www.interaide.org/pratiques/) et y contribue au travers de plusieurs fiches ou document chaque année.

Introduction

La planète compte aujourd'hui **1,2 milliards de jeunes âgés de 15 à 24 ans**, soit 18 % de la population mondiale. Près de 87 % d'entre eux vivent dans les pays en développement. Le chômage les touche de plein fouet. **43,7 % des chômeurs sur notre monde sont des jeunes** alors qu'ils ne représentent que 25 % de la population active. **Plus du tiers de la jeunesse dans le monde est à la recherche d'un emploi sans pouvoir en trouver**, ou a totalement cessé d'en chercher un, ou travaille sans arriver à franchir le seuil de pauvreté de 2 $ US par jour.

Pour échapper à la pauvreté, de nombreux jeunes cherchent de **meilleures perspectives d'avenir en migrant**. La migration vers les zones urbaines est inévitable, parfois souhaitable, pour améliorer la répartition des ressources humaines, notamment dans les pays où la terre est rare. **Les jeunes sont plus enclins que leurs ainés à l'exode rural ou à la migration vers d'autres zones urbaines**, mais cette migration a des impacts importants. L'afflux de main d'œuvre (MO) dans les villes **crée de plus en plus de tensions sur l'emploi dans ces zones** et ne contribue pas nécessairement à améliorer les conditions d'emploi de ceux qui restent dans les zones rurales. Elle modifie la composition démographique, la répartition des compétences, la fourniture de biens publics (d'éducation, de services d'utilité publique, de logements et d'infrastructures).

Dans de nombreux Pays en Développement une grande partie des difficultés relatives à l'emploi des jeunes peut s'expliquer par **la dynamique du marché du travail et par ses opportunités**. La facilité plus ou moins grande avec laquelle ils trouvent un emploi et l'efficacité de leur recherche dépendent aussi du **degré d'organisation du marché du travail pour les intégrer et de leur propre niveau de préparation pour s'y insérer.**
Tous les pays, quel que soit leur stade de développement, sont aujourd'hui confrontés au **défi de l'emploi des jeunes**, même si la nature et l'ampleur du problème varie d'un contexte à l'autre. Dans les PED, en dehors de la situation démographique et des taux de reproduction élevés, ceux qui arrivent sur le marché du travail sont handicapés par plusieurs facteurs, entre autres, **le manque d'expérience professionnelle, le manque d'accès aux études et à des formations, le manque d'organisation et de représentation qui empêche que leurs besoins soient pris en compte dans les programmes d'action et les politiques publiques.**

L'énergie, les compétences et les aspirations de jeunes sont des atouts précieux, qu'aucun pays ne peut s'offrir le luxe de gaspiller.

Aider les jeues à réaliser tout leur potentiel en leur ouvrant l'accès à l'emploi est une condition préalable à l'éradication de la pauvreté, au développement durable et à une paix pérenne.

L'emploi des jeunes prend une place de plus en plus importante dans les programmes de développement, après avoir été largement négligé dans les stratégies nationales de développement dans le passé.

Tous les analystes des grandes institutions internationales, mais aussi nationales, s'accordent à reconnaître la richesse que représente les jeunes pour un pays et insistent sur le fait qu'il est essentiel de leur procurer des emplois décents si l'on veut lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement durable. Shantayanan Devarajan, Économiste à la Banque Mondiale explique que :

« L'un des problèmes qu'ont eu et qu'ont encore les gouvernants jusqu'ici a été de devoir prendre des mesures sans connaître les options disponibles, sans savoir ce qui fonctionne dans différentes situations, ce qui a déjà été expérimenté et ce qui n'a pas marché.»

Depuis maintenant plus de 15 ans, une ONG Française ESSOR, basée à Lille, investit fortement dans la conception, le développement et la mise en œuvre d'une démarche, d'une méthode et d'outils pour permettre à des jeunes déshérités des quartiers défavorisés des grands centres urbains du SUD de se former et de s'insérer professionnellement sur le marché du travail formel et informel, mais aussi de contribuer en tant que citoyens au développement économique, social et politique de l'espace dans lequel ils évoluent.

Cette publication arrive à un moment charnière pour ESSOR à bien des égards et notamment après 15 années d'interventions consacrées à l'action qui a vu, au cours des dernières années, une importante progression et une diversification des projets mis en œuvre. Il était essentiel pour cette association de **faire le point** sur ce qui est devenu en son sein un programme d'envergure. De pouvoir **présenter et diffuser largement son expérience, sa contribution** (du local au national) ainsi que la participation et le soutien que lui ont apportés ses partenaires techniques et financiers.

Le présent document s'organise autour de **trois grandes parties** :

▲ L'environnement
Le marché - la FIP – les politiques publiques : une équation fort complexe
La vision et le positionnement de grandes institutions internationales
Les politiques publiques dans les pays d'intervention d'ESSOR
Le regard des entreprises et des fondations

▲ L'expertise d'ESSOR
Présentations et analyses de 15 années d'expertises d'ESSOR dans le domaine de la FIP avec pour fil conducteur la trajectoire du transfert des savoirs du Brésil au Tchad en passant par le Mozambique.

▲ Que retenir, que faire et comment ?
Les leçons apprises, les bonnes pratiques à retenir, mais aussi quel est aujourd'hui le positionnement et la contribution d'ESSOR aux débats publics, enfin pour conclure que peut-on envisager et comment pour améliorer et pérenniser cette démarche.

L'expertise d'ESSOR - 15 années de pratiques sur deux continents

En 1992, à leur retour d'une mission au Brésil avec Inter Aide une ONG française, des professionnels du développement créent l'association ESSOR qui poursuit ses actions dans ce pays en appuyant la création ou le renforcement d'associations brésiliennes. Reconnue pour son travail, ESSOR démarre des actions au Mozambique à partir de 1997, au Cap-Vert en 2006, puis en Guinée Bissau et au Tchad.
ESSOR a pour objectif d'aider les populations les plus démunies à acquérir les moyens d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Son appui repose sur la conception et la mise en œuvre d'actions concrètes facilitant l'appropriation des processus de développement local. Ces actions favorisent l'exercice de la citoyenneté et la justice sociale dans les pays concernés. ESSOR répond à la demande émanant des populations locales. Elle cherche à toucher les populations les plus démunies des zones urbaines et rurales. Elle privilégie la recherche ou la constitution de partenaires associatifs locaux qui puissent être les points d'appui du programme, puis leurs relais ultérieurs. ESSOR mène actuellement une vingtaine de projets en partenariat avec des associations locales.

La problématique du chômage, des jeunes notamment, est devenue un des enjeux majeurs pour de nombreux pays et particulièrement dans les zones urbaines, et constitue à ce titre un danger pour la stabilité sociale du pays.

ESSOR intervient dans les zones où existe un indice élevé de pauvreté et de chômage allié à :

- ►Un faible indice de population économiquement active
- ►Une population jeune au faible niveau d'instruction et de qualification professionnelle
- ►Un déséquilibre entre l'offre et la recherche d'emploi
- ►Un marché informel très important

On remarque également dans de nombreux pays un faible niveau de collaboration entre les différents acteurs impliqués dans le processus de formation professionnelle et d'accès à l'emploi : population issue des zones à faibles revenus, organisations communautaires, ONG, organismes publics, entreprises, pouvoirs publics.

Les objectifs de l'action d'ESSOR dans ce domaine sont :

- ►Amélioration de l´accès à la formation professionnelle et aux stages pour les jeunes;
- ►Contribution à l´insertion des jeunes dans emploi décent ou en auto-emploi
- ►Renforcement des capacités de concertation des acteurs concernés par la problématique de l'emploi, en vue de faciliter la définition de politiques d´aide à l´insertion socio-économique qui intègrent une dimension forte de partenariat entre acteurs publics et privés.

L'un des programmes d'interventions d'ESSOR est la formation et l'insertion professionnelle . Elle réalise avec ses ONG partenaires , des actions qui visent à l'amélioration des revenus des familles issues de périphéries défavorisées. Parmis ces actions, des cours de formation professionnelle et des soutiens pour l'insertion sur le marché du travail sont proposés au travers d'un service appelé BFE : «Bureau Formation Emploi.»

*« L'argument selon lequel l'équité sociale serait obtenue au prix d'une croissance économique plus faible est souvent avancé, soulignant une supposée corrélation négative entre ces deux objectifs. La crise qui a éclaté en 2008 – elle avait été précédée d'un accroissement des inégalités sociales – a montré que tel n'était tout simplement pas le cas. En fait, si elles sont soigneusement élaborées, les politiques en faveur de l'équité peuvent aussi favoriser la prospérité et réduire le risque de futures crises.» **

Politiques de l'emploi efficaces

Les politiques ont une fonction essentielle de régulation, d'articulation, d'ajustement entre les paramètres de l'équation. Les plus efficaces pour réduire le chômage et l'inactivité sont celles qui visent avant tout à empêcher ces tendances de persister. Plus fondamentalement, le succès d'une intervention des pouvoirs publics suppose avant tout qu'elle soit bien conçue, qu'il s'agisse d'apporter des changements successifs à un programme existant ou de déployer une nouvelle initiative. Toutefois même si certains pays sont touchés par la crise de façon identique, des réponses politiques similaires donnent souvent des résultats différents.

A titre d'exemple :

● Agir pour la préservation de l'emploi

En Allemagne la réduction du temps de travail s'est révélée une mesure efficace en temps de crise pour limiter le nombre de licenciements. La stabilité de l'emploi a été assurée par des ajustements du temps de travail, facilités par un dialogue social efficace et par l'adoption de mesures d'appui à la viabilité des entreprises. Cela a été essentiel dans les pays qui devaient faire face à une diminution de la demande extérieure. Au Brésil, le gouvernement a apporté son soutien aux exploitations rurales. Il a également réduit la taxe sur la production industrielle, une mesure qui a permis de sauver 60 000 emplois.

● Investir dans la formation, enrayer l'érosion des compétences, répondre à la demande de qualifications

Il arrive fréquemment que la demande de compétences varie pendant les périodes d'ajustement, une situation exacerbée par la perte de compétences chez les demandeurs d'emploi défavorisés. Des efforts sont indispensables pour faciliter la fourniture et accroître l'efficacité des programmes de formation, en tirant mieux profit des partenariats public-privé pour pallier l'inadéquation des compétences. Les retours à la formation donnent souvent des résultats positifs et peuvent même s'avérer très fructueux s'ils sont bien ciblés. Force est de constater que les programmes de formation sont plus efficaces s'ils contiennent des éléments de reconnaissance et d'acquisition de titres/diplômes. Ce sont des considérations d'importances notamment pour des jeunes.

** Raymond Torres – Dir. de l'Institut International d'Études Sociales in « Pour une reprise durable : des exemples de pays qui innovent »*

● Le service public de l'emploi au service du public – ratios personnel/clients et efficacité de la prestation

Les dispositions en faveur de la formation et les programmes actifs du marché du travail d'une manière générale (par exemple l'aide à l'emploi) ont de plus grandes chances de succès s'ils sont gérés par l'intermédiaire d'un service public de l'emploi doté des ressources nécessaires. Pendant la crise, l'Allemagne a recruté des effectifs supplémentaires afin d'accroître l'efficacité de la prestation de services aux personnes sans emploi, en mettant l'accent plus particulièrement sur les jeunes. Le ratio personnel/clients pour les allocataires d'indemnités de chômage les plus défavorisés (notamment les jeunes) est de 1 pour 75 (contre 1 pour 150 pour les autres).

● Cibler des désavantages plutôt que des groupes – le cas des jeunes

Les moyens d'action gagnent en efficacité lorsqu'ils visent un désavantage déterminé plutôt qu'un groupe entier. C'est particulièrement vrai pour les jeunes car ce sont souvent les jeunes les plus qualifiés qui bénéficient des programmes d'apprentissage et des offres de formation. Certains pays ont lancé des programmes spécifiques pour réintégrer les jeunes chômeurs de longue durée et les jeunes inactifs sur le marché du travail tel au Royaume-Uni.

● Rôle complémentaire important des marchés de produits et d'une bonne gouvernance

Les politiques appliquées sur le plan social et dans le monde du travail ne peuvent être efficaces sans des marchés de produits fonctionnant bien. En particulier, des marchés de produits ouverts et transparents – avec une bonne structure de gouvernance et exempts de corruption – sont d'une importance capitale pour l'investissement et ont des retombées positives sur l'emploi et les salaires.

Ce qui rapproche les grandes institutions intervenant sur la FIP

L'analyse des politiques et stratégies développées par les grandes institutions intervenant sur la thématique de la Formation et de l'Insertion Professionnelle* : deux bailleurs de fonds internationaux que sont l'UE et la Banque Mondiale, deux coopérations bilatérales l'AFD et la GIZ (Coopération Allemande) et une institution des Nations Unies permettent de mettre en évidence un point commun qui est leur reconnaissance et leur adhésion aux grands principes définis dans le cadre des Objectifs Du Millénaire qui visent à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Cependant cette adhésion à de grands principes et objectifs à atteindre, se traduit et se décline de façon très différente concernant la formation professionnelle et l'insertion des acteurs formés, comme explicité en annexe , même si tous militent (avec plus ou moins de force) pour une stratégie globale qui s'oriente vers cinq objectifs qui sont :

► **Mieux orienter les fonds de la formation professionnelle** (lorsqu'ils existent) vers ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi, les salariés et personnes peu qualifiés et les plus démunis ;
► Développer **la formation dans les petites et moyennes entreprises**
► **Insérer les jeunes sur le marché du travail**, en s'appuyant notamment sur **les contrats en alternance**
► Améliorer la transparence, les financements et mieux **évaluer les politiques de formation professionnelle**
► Mieux **informer, orienter et accompagner** les salariés, les demandeurs d'emploi et les créateurs d'entreprises.

Ces objectifs sont plus ou moins mis en avant et/ou soutenus suivant le bailleur, le type de financement qui va être mis en œuvre pour financer la FIP dans les PED ainsi que la négociation qui a lieu avec le pays concerné qui sollicite un appui. En effet certains pays vont plus développer une stratégie qui se focalise sur l'éducation de masse à la base, d'autres vont plus orienter leurs investissements vers un enseignement supérieur ou encore vers la formation technique professionnelle (courte et/ou longue).

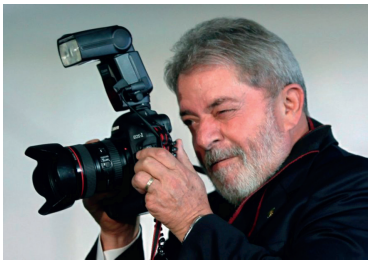
Ces orientations sont fortement liées au niveau de développement économique du pays et font que l'on va nécessairement rencontrer une grande diversité de situations :

► **Le Brésil** qui a recours à un appui international pour développer son offre de formation supérieure et est parallèlement en mesure de financer l'éducation de base et la formation professionnelle.
► **Le Mozambique et le Tchad** souhaitent prioritairement restructurer et relancer leurs systèmes éducatifs mais sont aussi très conscients de la nécessité de former du personnel (sur du court et moyen terme) qui sera en mesure de répondre à la demande et de contribuer au développement des entreprises (formelles et informelles).

** Une synthèse des stratégies développées par l'UE, la BM, l'AFD, la GIZ et l'OIT dans le domaine de la FIP est présentée en annexe.*

Néanmoins dans cette diversité, force est de constater que les bailleurs qui accompagnent la FIP avec une politique très précise et une stratégie clairement exprimée sont le plus souvent les agences de coopération et/ou de financement bilatéraux. Ils investissent dans les PED grâce à des subventions dans des programmes et projets de renforcement de formation professionnelle (longue ou courte) en prise directe avec les besoins des entreprises, les économies locales dans un souci d'inclusion des plus démunis au développement de leur société.

On peut regretter que de grandes institutions, telles l'UE ou la BM, qui pourraient avoir un impact conséquent sur cette thématique de la Formation et de l'Insertion Professionnelle en appui au développement des PED aient des difficultés à investir concrètement ce champ de formation. Elles ont pourtant tous les outils à leur disposition et seraient en mesure à court terme d'impulser des dynamiques ayant un fort impact sur la réduction de la pauvreté et l'insertion des plus défavorisés.



Le Brésil, le Mozambique, le Tchad : des défis politiques nationaux autour de la Formation et de l'Insertion Professionnelle des jeunes défavorisés

La formation professionnelle au Brésil (Etat fédéral, 6ème économie mondiale, 200 millions Hab) est parfois considérée comme l'émergence d'une idéologie émanant des institutions multilatérales, avec pour objectif d'ajuster le profil du travailleur aux «temps modernes» du capitalisme flexible. C'est dans ce contexte que souvent les politiques nationales sur la formation professionnelle émergent, révélant les caractéristiques de classes ainsi que celles de l'état hégémonique, telle qu'elle est présentée par de nombreux auteurs.

La politique nationale actuelle sur la formation professionnelle, représentée par le Plan National de Qualification Professionnelle (PQN), est apparue en 2003. Il s'agit d'un programme du Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE), du gouvernement Lula, dont l'objectif principal est de qualifier les travailleurs afin de compléter leur éducation et de favoriser leur inclusion sociale (MTE, 2005).

Il est défini comme une politique publique de qualification sociale et professionnelle intégrant six dimensions : politique, éthique, conceptuelle, institutionnelle, éducative et opérationnelle (MTE, 2003). Ce programme a pour orientation : le développement politico-conceptuel, l'articulation institutionnelle, l'efficacité sociale et politique et la qualité pédagogique.

L'opérationnalisation de ce Plan se fait de forme articulée au niveau national grâce à des directives et procédures institutionnelles communes entre les entités concernées.

Toutefois sa mise en œuvre se mène sous forme décentralisée par le biais de deux programmes distincts et complémentaires : les Plans Territoriaux de qualification-(PlanteQ) et les Projets Spéciaux de Qualification (ProEsQs). La coordination générale est assurée par le Ministère du Travail et de l'Emploi, en partenariat avec les Secrétariats de l'Etat. Ces Secrétariats sont chargés d'élaborer les PlanteQ, de sélectionner et contractualiser les agences d'exécution.

> *La formation est conçue comme : [...] un facteur de l'inclusion sociale, de développement économique, générant emplois et contribuant à redistribuer des revenus, elle doit être guidée par une conception de la qualification dans le sens d'une construction sociale, afin d'établir un contrepoint à ceux qui considèret le processus d'acquisition de connaissance comme strictement individuel [...] (MTE, 2005, p23)*

Un point saillant de gestion entre le niveau Fédéral, l'Etat et enfin les Municipalités est que les politiques définies et les ressources allouées (qui sont considérables) sont gérées par des fonctionnaires des Etats qui sont soit nommés, soit contractuels. Ces acteurs sont extrêmement liés au pouvoir politique qui est élu pour 4 ans. Ceci induit de nombreuses incohérences et dans une certaine mesure une volonté de non contrôle social de ces politiques publiques par les commissions tripartites et paritaires existant au niveau Etat et municipalité qui devraient orienter les actions de formation et s'assurer de la bonne adéquation entre utilisation des ressources et besoins. Il en résulte que **l'impact social du système est très bas en termes d'insertion professionnelle.**

« Le brésil doit accorder plus d'attention et de moyens à l'intermédiation entre la main d'oeuvre et la formation professionnelle, selon analyse de l'OIT »

Brésil, une Stratégie Innovatrice Atteinte par le Revenu OIT 2010.

« On estime à 1.2% du PIB, l'investissement réalisé par le Brésil pour la relance de son économie, qui a été l'un des plus bas des pays du G20. Mais, il a été efficace pour deux raisons : parce qu'il a exprimé le fait que la protection et la création d'emplois sont aussi importants que la croissance économique, et parce que les principales mesures ont été atteintes au moyen du dialogue social. Les enseignements tirés sot fondamentaux tant pour la période de crise, que pour celle de la relance économique. »

Directrice de l'OIT au Brésil Lai Abramo, 2012

« La formation professionnelle est un instrument pour le développement soutenable, pour la démocratisation d'opportunités, la productivité et la compétitivité des entreprises» [...] « Aussi est-il décisif de garatir la participation active et consciente du travailleur pour le développment socio-économique du Brésil.»

Assesseur du D.G. du SENAI, d'Alberto Borges de Araujo
12 août 2012, débat sur Education Professionnelle et Innovation

« Nous aurions besoin de multiplier par douze, quatorze les ressources dédiées à des cours techniques pour former la main d'oeuvre dont a besoin notre économie à la vitesse à laquelle elle se développe.»

Premier Secrétaire de Force Syndicale, Sérgio Luiz Leite; 2011

«La qualification professionnelle est notre défi pour les quatres années à venir.»

Dilma Rousseff, présidente du Brésil, 28 avril 2011

L'analyse du marché du travail au Mozambique (121ème économie mondiale, 24 millions Hab) est accablante. La Population Economiquement Active (PEA) est d'environ 6 millions de personnes. La PEA est constituée pour 52 % de travailleurs indépendants et pour 33,7 % de travailleurs familiaux non rémunérés. Seulement 11,1 % sont salariés soit 4,1 % absorbés par le Gouvernement et secteur public et 6,9 % par le secteur privé. On estime par ailleurs que chaque année 300 000 jeunes arrivent sur un marché qui est incapable de générer des postes en quantité suffisante pour absorber la demande.

Concernant le niveau d'éducation et de qualification professionnelle, il est extrêmement bas (57 % de la population est analphabète et 80 % de la main d'œuvre n'a aucune formation). L'offre de formation professionnelle est assurée sur l'ensemble du pays via une centaine de centres publics et privés. 10 % d'entre eux forment dans le secteur industriel et la grande majorité réalise des formations orientées vers le secteur tertiaire et les services.

Face à ce constat, le Gouvernement s'est donné pour mission de :

► promouvoir des mesures qui garantissent la création d'opportunités d'emplois et de formation professionnelle

►concourir à améliorer la productivité et la compétitivité des secteurs économiques

Afin de faire rapidement progresser la compétitivité du pays et qu'il puisse se positionner dans un marché de plus en plus global et ainsi faire bénéficier la population des retombées d'une croissance escomptée au niveau social, emploi et économique.

Cette mission est portée par une stratégie dont les principaux éléments sont :

► Coordination et mise en œuvre de la stratégie dans le cadre de la politique économique et sociale définie par le pays ;

► Privilégier le dialogue social tripartite ;

► Maintien de la politique macro-économique en cours, investissement dans les ressources humaines, mise en place d'avantages incitatifs pour encourager le secteur privé ;

► Actions spéciales dans secteurs porteurs pour promouvoir la création rapide d'emplois ;

► Le secteur privé devra assumer sa fonction d'investisseur Ceci suppose la promotion d'un climat qui valorise l'initiative et la culture entrepreneuriale ;

► Employeurs, travailleurs et société civile devront assumer un rôle

L'objectif que s'est fixé le gouvernement est qu'en 10 ans, jusqu'en 2015, 1 million de personnes supplémentaires aient un emploi stable.

Afin de financer cet ambitieux programme (175 millions de $US sur 10 ans), le gouverement s'engage à mettre à disposition les financements nécessaires grâce aux ressources propres à l'Etat et e faisant appel à un panel de partenaires qui sont ou pourraient être en mesure de contribuer au financement de cette stratégie.

Une coordination est mise en place afin de s'assurer du bon déroulement des actions dans le respect du planning établi, en s'assurant de la transparence des opérations qui seront engagées avec efficacité et efficience.

« L'Agence Nationale de Lutte contre la Pauvreté a mis la jeunesse au centre de ses attentions (...) Nous sommes engagés dans une dynamique de renforcement de l'enseignement technico-professionnel pour que plus de jeunes aient l'occasion d'exprimer leurs talents, de faire des merveilles avec eux (...) ainsi que de générer des emplois pour d'autres jeues. A travers des programmes spécifiques (...) nous cherchons à accompagner plus de jeunes dans une démarche entrepreneuriale.»

Discours de son Excellence Armando Emilio Guebuza,
Président de la République de Mozambique,
Lors de l'ouverture de la Vème Assemblée Générale du Conseil National de la Jeunesse

«Développer une approche de l'emploi comme élément clé pour combattre la pauvreté absolue, favoriser la croissance économique et le développement social, devra être mise en oeuvre de façon intégrée par le gouvernement, les partenaires sociaux et la société civile, en visant le développemet humain et en contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire... Elargir et améliorer la portée de la formation professionnelle, en termes de couverture géographique, de spécialités offertes, de modalités de formation utilisées et de groupes cibles retenus.»

Stratégie d'emploi et formation professionnelle au Mozambique 2006-2015
Approuvé par la 5° Session du Conseil de Ministres du 14 mars 2006

La ministre du Travail, Helena Taipo, dit que «... Le Mozambique ne peut pas permettre que le marché du travail mozambicain contiue à dépendre de la main d'oeuvre qualifiée étrangère [...] Taipo met en exergue le fait que dans cette perspective le Gouvernement est e train d'investir considérablement dans et pour la formation professionnelle de personnes...»

AIM - le 24 avril 2012

La politique de l'emploi est au Tchad (152ème économie mondiale, 12 millions Hab) définie par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la promotion de l'Emploi. Le choix du gouvernement de se doter d'une politique de l'emploi obéissait à quelques principes directeurs :

► Faire de la croissance économique le moteur de la promotion de l'emploi ;

► Asseoir le secteur privé comme la source principale de création d'emploi ;

► Renoncer à l'Etat principal pourvoyeur d'emplois et promouvoir plutôt un rôle de promoteur et d'accompagnateur de l'Etat dans la croissance et le développement des emplois ;

► Concilier croissance économique et développement des ressources humaines dans le cadre d'une stratégie de lutte contre la pauvreté ;

► Réorganiser l'enseignement technique et la formation professionnelle afin de mieux préparer les apprenants à leur insertion dans la vie active.

Au regard des réalités socio-économiques et de l'environnement national et international, la politique de l'emploi visait les objectifs suivants en faisant de la croissance économique durable le moteur de la promotion de l'emploi en :

► Stimulant la croissance et le développement économique ;

► Augmentant le niveau général de l'emploi ;

► Assurant une meilleure adéquation entre les ressources humaines et les possibilités de développement.

Pour mettre en œuvre cette politique, six stratégies avait été définies et traduites en projets et activités dans le cadre d'un programme d'actions et d'investissements en matière d'emploi qui devait être élaboré par le Gouvernement avec la participation de tous les acteurs. Il était prévu que tous les 6 mois la mise en œuvre de la Politique de l'emploi devait faire l'objet d'un examen tripartite de la part du Gouvernement, des bénéficiaires et de l'ensemble des partenaires.

La mise en œuvre de cette politique a été quelque peu perturbée par les différents évènements qui ont secoué le pays. Il n'en reste pas moins vrai que des avancées ont eu lieu et qu'en tout état de causes les fondements de cette politique restent toujours d'à propos.

Les autorités nationales sont conscientes et préoccupées par le contexte qui évolue très rapidement et par le flux des jeunes qui arrive sur le marché qui est de plus en plus important alors que les capacités d'absorption actuelles sont très limitées. Elles s'investissent avec des partenaires internationaux (OIT-ILO) sur la définition de la Nouvelle Politique de l'Emploi (NPE) qui sera axé sur :

► la jeunesse du pays,

► la formation de qualité professionnalisante qui doit permettre de répondre aux exigences du marché de l'emploi,

► la promotion du secteur privé et le développement des entreprises,

► la mobilisation des financements (publics et privés),

► le pilotage (tripartite) de cette NPE.

Favoriser l'autonomie personnelle, sociale, économique et professionnelle des jeunes adultes

Trois pays, deux continents, trois populations, trois histoires, trois niveaux économiques. Rien qui à priori ne rapproche ces pays si ce ne sont les mêmes difficultés croissantes qu'ils connaissent tous et la même question récurrente : « … comment insérer les plus démunis et notamment les hommes et femmes de 18 à 35 ans dans le cercle vertueux du développement économique, social et citoyen, … » que chaque gouvernement considère avec beaucoup d'attention et de prudence.

Les jeunes restent ainsi sans emploi et exclus du système

D'ordinaire plus touchés par le chômage que les autres actifs, les jeunes sont les premières victimes d'une crise économique dont la virulence ne fait qu'accentuer le caractère alarmant de leur situation. Le nombre de demandeurs d'emploi chez les jeunes adultes de 18 à 35 ans a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie et l'on observe une dégradation d'autant plus inquiétante si l'on en juge par la configuration des pyramides des âges.

La violence de la crise et l'allongement des années de travail assombrissent les perspectives et renforcent la crainte des jeunes envers l'avenir. Faute d'emplois créés ou libérés, le chômage des jeunes s'aggrave et leur emploi se précarise chaque jour plus.

Intégrer un processus éducatif des jeunes dans toutes démarches

Ils se trouvent confrontés à la pauvreté, alors qu'ils sont les ressorts de la croissance de demain et les sources de financement des systèmes sociaux lorsqu'ils existent. Paradoxalement, nombre de secteurs, tels l'agriculture, l'hôtellerie-restauration, ou encore le bâtiment, jugés trop pénibles, mal payés et peu valorisants, trouvent difficilement de la main d'œuvre.

Un réel paradoxe que l'on retrouve dans les trois pays et qui révèle une mauvaise adéquation entre formation et emploi. Il pourrait être corrigé par un rapprochement entre centre de formation/école et entreprise. Une meilleure synergie entre les deux permettrait une mutualisation des compétences directement profitables aux jeunes. Ceci revaloriserait les filières professionnalisantes désertées, ouvrant enfin de véritables trajectoires professionnelles et de réelles perspectives pour les plus démunis.

Il est par ailleurs absolument nécessaire que les jeunes aient une vision complète de leur environnement et de son potentiel sur le marché du travail afin que des métiers à fort potentiel d'emploi et de revenu puissent être identifiés par les jeunes comme de réelles opportunités et non simplement comme des sous emplois.

Quelques fondements consensuels qui faciliteraient la construction de vraies politiques de FIP :

- **Elaboration de politiques** et leurs déclinaisons en programmes très concrets en concertation avec toutes les parties prenantes.
- **Mobilisation des ressources** Humaines et financières sur les trois secteurs Etat, privé et bénéficiaires avec une stratégie de retrait progressif des financements de l'Etat.
- **Mise en place d'instances représentatives et paritaires** permettant de s'ajuster aux besoins, de s'assurer de la bonne qualité des produits finis et de la bonne utilisation des ressources.

Les Entreprises - la Formation Professionnelle - l'Insertion des jeunes

La lecture et le décryptage des stratégies mis en œuvre à travers l'histoire pour développer la formation professionnelle et l'insertion professionnelle nous montrent qu'elles sont intimement liées à des questions de financements. Les différents systèmes existants à travers le monde ont tous des avantages et des inconvénients. Il n'y a pas de modèle parfait et chaque pays doit faire des choix et des adaptations à son environnement, au-delà des grands choix politico-stratégiques sous jacents à la sélection de tel ou tel « modèle ». Ces financements sont globalement de deux ordres : « contributions obligatoires et/ou non obligatoires ».

En France, avec un Etat fort, très centralisé, des systèmes et outils puissants d'orientation politique et stratégique, mais aussi de contrôle et de répression, par le fait de ces moyens après négociation sur la « taxe d'apprentissage » a pu et su faire voter une loi puis imposer cet impôt aux entreprises privées. Force est de reconnaître que le système fonctionne bien, qu'il est performant, sa durabilité est assurée dès lors que les entreprises se développent. Le secteur privé entrepreneurial contribue donc directement à la formation professionnelle des jeunes (du maçon au cadre supérieur). Il peut orienter dans une certaines mesure ses financements en fonction de la qualité des écoles, mais aussi des sollicitations du marché puis faire valoir ces appuis auprès de ce jeune public formé (recrutement), mais aussi de ces clients (marketing social).

Dans d'autres pays, et notamment ceux ayant une histoire plus récente dans ce domaine de la formation professionnelle, ou des systèmes très libéraux ou peu de moyens, de nombreux **groupes entrepreneuriaux du secteur privé** et, souvent liés à ceux-ci directement ou indirectement, des fondations, **investissent** pour différentes raisons **dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelle.**

Le groupe brésilien Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) leader dans la production et l'exportation du minerai de fer (entre autres), s'est implanté en 2006 **au Mozambique** dans la province du Téte au nord du pays et a injecté 1,7 milliard de dollars US pour la réussite de son projet de 11 millions de tonnes de charbon annuellement. Cependant pour réussir ce pari audacieux, la société a eu besoin de compétences humaines qui pour une grande partie des postes à pourvoir n'existaient pas dans le pays. Dans une première phase elle a fait appel à de la main d'œuvre qualifiée internationale, mais simultanément a eu une stratégie de formation de compétences nationales qui, si à court terme a un coût pour la structure, à moyen terme lui sera extrêmement profitable car, à qualification égale, le coût de la MO locale est moindre que celui de la MO internationale. Cet investissement formatif a eu aussi un impact positif sur les structures locales en mesure de dispenser des formations, leur client souhaitant des cours de qualité à des prix raisonnables. Lorsque l'offre ne correspondait pas à la demande, les apprenants étaient envoyés à l'étranger.

On a dans ce cas de figure, qui n'est pas isolé, une logique de formation très ciblée. L'acquisition de savoirs et de connaissances doit être rapide. Elle doit permettre de former une MO compétente avec en toile de fond un raisonnement financier sur du moyen et long terme. Simultanément elle impacte le système d'enseignement, dans le sens

où les centres de formation ont là un marché intéressant sur plusieurs années qui induit une recherche de qualité, de compétitivité mais qui peut aussi orienter dangereusement ces centres sur quelques besoins très spécifiques. In fine, c'est aussi un nombre important de personnes qui acquièrent des compétences (certes pour un domaine particulier), mais qui constituent un capital important pour le pays qui a de fabuleuses ressources minières à développer.

Le groupe français SUEZ investit dans la formation dans le cadre de son engagement de responsabilité sociale. Les projets d'éducation et de formation constituent une partie significative de la stratégie qui sous tend le développement de la compagnie. À cet égard, la compagnie travaille en favorisant des connaissances techniques dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de la gestion des déchets ainsi que sur l'émergence d'une conscience publique pour la protection de l'environnement. Aux termes de l'accord signé avec l'UNESCO en 2002, SUEZ soutient la formation portée par l'institut d'IHE pour l'éducation sur l'eau à Delft (Pays Bas). Ce programme a formé plus de 12 000 professionnels de l'industrie de l'eau du monde entier au cours de l'année 2004-2005

Même si les fondations ou les groupes internationaux n'ont pas directement pour cible un public de jeunes adultes (18-35 ans) et non pas de 18-25 ans pour ESSOR, elles intègrent très souvent dans leurs actions des appuis au développement économique des populations des plus démunies, à leur insertion dans la société par de l'information et de la formation professionnelle. Elles ciblent cependant leurs interventions « caritatives » sur des groupes de population et des thématiques qui les intéressent pour leur développement propre ou sont très porteuses en terme d'image : enfants et adolescents ainsi que femmes, éducation, environnement. Des ressources existent et peuvent être mobilisées et venir en complément de programmes plus spécifiques de FIP.

Les entreprises accordent une grande importance à toutes les questions liées à la FIP. Elles s'y investissent soit directement en leur sein, soit en partenariat avec des centres de formations soit en contribuant à des fonds dédiés à la formation professionnelle. Cependant elles ne peuvent à elles seules relever tous les défis car certaines questions sont aussi du ressort des Etats en matière de collecte des ressources et de continuité dans le processus formatif et d'insertion sur le marché de l'emploi.

Dans les pays où les capacités de coordination entre les secteurs Publics, Privés, Financiers et OSC sont faibles, l'amélioration de la FIP ne pourra être effective, efficiente et durable que si ces acteurs mesurent les enjeux actuels et futurs et prennent conscience de la gravité des situations que vivent au quotidien les jeunes, les plus démunis et les exclus du système.

L'expertise d'ESSOR : le Brésil

L'action d'ESSOR en termes de ***FIP*** au **Brésil** découle d'un processus de consolidation d'une démarche initiée dans le cadre de programmes intégrés développés avec Inter Aide (ONG Française) et des associations partenaires brésiliennes. Les actions initiales ont débuté dans deux centres urbains du nord-est brésilien Fortaleza et São Luiz en 1991. Entre cette période et la fin des années 90 les actions de FIP se sont multipliées au sein de projets « intégrés » comportant de nombreux autres volets à caractère social. Ce n'est qu'à partir des années 2000 après une longue et nécessaire période de maturation que la FIP est devenue un secteur à part entière au sein de l'ONG ESSOR, avec des équipes spécialisées, des objectifs et une consolidation des méthodes.

En 1994, les équipes des ONG brésiliennes ainsi que celles d'ESSOR ont mis en évidence l'énorme demande qui émanait des familles dans les périphéries urbaines. C'est à cette période qu'elles ont commencé à mesurer l'ampleur du défi. Les institutions nationales de formations que sont le SENAI et le SENAC interviennent peu à cette époque dans ces zones urbaines et pour ce type de public, mais néanmoins tissent déjà des liens avec les équipes ESSOR.

En février 2001, une étude met en évidence un facteur qui sera décisif pour la suite des interventions et de l'évolution entre les institutions de formation et ESSOR et ses ONG Brésiliennes partenaires. Lors de cette expertise, il apparait que :

► 100 % des actions de formation des unités mobiles du SENAI et le SENAC dans les quartiers défavorisés sont réalisées en étroite collaboration avec le Gacc-Ma/ESSOR et que

► le taux d'abandon des étudiants issus de ces quartiers et sélectionnés avec le Gacc-Ma/ESSOR était bien inférieur à ceux enregistrés lorsque des entreprises envoyaient des personnes en formation dans ces mêmes centres. Pour les premiers le taux était de 7 % pour les seconds il était de 30 %.

On est la au coeur du processus qui permet d'accomagner la trajectoire des participants.

Cet excellent taux de réussite du public ciblé provient non seulement des modalités de sélection des candidats et de la très bonne adéquation entre demande et offre, mais aussi de toute la démarche préalable qui commence par l'accompagnement des familles.

C'est dans **le processus de Recherche-Action** et aussi d'aller-retour entre les différents projets que se sont forgés : une démarche, une méthode, des outils. Point de boite à outils figée, de mode d'emploi prédéfini, immédiatement disponible et prêt à être employé.

Frédéric Barbotin
Représentant ESSOR
Brésil

« … l'idée était de pouvoir tracer la trajectoire du participant. Pour ce faire on est passé progressivement d'un enregistrement de résultat parcours à un suivi individualisé sur l'insertion... avec des outils tels : Fiche d'inscription, Fiche de situation socio économique, Fiche de cours, Fiche d'enregistrement aux bureaux de placement, Fiche de suivi : emploi captés, personnes acheminées, personnes placées… »

Le processus se poursuit autour des projets avec des succès probants et le développement d'une démarche, d'une méthode et d'outils. Cependant pour être pérennes toutes ces productions doivent être relayées par des entités fortes, ancrées dans le paysage institutionnel local. C'est là que les processus engagés ont commencé à connaitre des difficultés et que les actions FIP ont été moins dynamiques.

« … à l'époque il n'y avait pas une vision globale. On raisonnait plus en termes de projet (lieu, action, résultats) […] … chaque projet prenait un peu des autres lors de sa mise en œuvre puis développait ses propres outils. On était réellement dans une production artisanale adaptée à chaque contexte et à chaque réalité. Même les visites croisées entre ONG Brésiliennes se soldaient plus par des comparaisons que par la recherche de synergies en termes de méthode et d'outils… »

Frédéric Barbotin
Nous rappelle

Ce mode de fonctionnement par projet a permis de constituer au sein des ONG partenaires un corps d'excellents techniciens mais encore très peu « politique » et sans vision à moyen terme. Cette situation a commencé à préoccuper ESSOR qui a commandité une évaluation sur la réelle autonomie de ces ONG qui devaient prendre le relais de l'action et la pérenniser. Elle a mis à jour qu'il était essentiel que ces partenaires : i) acquièrent une plus grande autonomie institutionnelle et ii) développent des stratégies de mobilisation de ressources et de partenariats locaux.

En 2005 est mis en œuvre un véritable projet d'appui au développement institutionnel de plusieurs partenaires ONG.Assez vite s'opèrent des changements sur la vision qu'ont les ONG sur le rôle de la structure au-delà de l'exécution d'actions. On commence à appréhender puis à définir des stratégies notamment de pérennité des institutions à partir des actions qu'elles définissent comme prioritaires. Cela se traduit par des articulations plus qualitatives auprès des pouvoirs publics locaux qui privilégient l'institution, son approche et ces actions.

En 2009 lorsque sont lancées des actions FIP dans la Paraíba, ESSOR prend en compte non seulement les besoins et le contexte local mais aussi le positionnement institutionnel des ONG sur la problématique, leur approche vis à vis des acteurs locaux (ONG, OCB, Pouvoirs publics, organismes privés, université), sur le territoire ... pour faire le choix des partenaires. Il va sans dire que tous ces changements, ces évolutions, ces mutations dans le modèle d'intervention initialement utilisé par ESSOR ont impacté aussi la structure et son mode de fonctionnement.

Le projet où l'appui est dès lors conçu pour répondre à des besoins ciblés des populations les plus démunies, mais aussi pour provoquer des dynamiques dans le développement local à travers notamment des « Commissions de création de travail et revenus », associant un partenaire « historique », Amazona, désireux de consolider son approche sur l'insertion et des partenaires « vierges » avec peu d'expérience sur la thématique.

En 2008 ESSOR prend la décision stratégique de créer des fonctions de référents thématiques. Pour la FIP cette fonction sera assurée par son directeur jusqu'en 2010 lors du recrutement d'une personne qui manage actuellement ce secteur d'activité.

Ces actions FIP à ESSOR étaient peu partagées. Elles restaient des initiatives isolées sans socialisation. L'arrivée de la personne en charge du management de ce secteur va rapidement permettre de consolider les approches, de créer des synergies, de faire évoluer les outils en fonction du contexte, des compétences des techniciens et des acteurs locaux de forme participative, de mieux prendre en compte les évolutions des réalités locales et des systèmes dans lesquels ils évoluent et surtout de repositionner sans cesse le rôle que doit jouer ESSOR.

Les rencontres qui se tiennent chaque année au Brésil, organisées dans l'Etat de la Paraíba par ESSOR et ses partenaires autour du thème de « création de travail et de revenus », sont devenues incontournables pour tous les acteurs et les allocutions des autorités sont autant d'éléments de reconnaissance d'ESSOR et de ses partenaires non seulement pour les résultats atteints, mais aussi pour la démarche développée et les processus qui ont été engagés.

« Le thème choisi pour débattre autour de cette table est très important car le Brésil vit un moment exceptionnel de changements. Les commissions de travail et le revenu sont des instances collégiales et tripartites : gouvernement, travailleurs et employeurs. Elles comprennent, obligatoirement, ces trois partenaires afin de rendre le pays plus solidaire et plus égalitaire. Ces commissions doivent connaître la réalité locale, le marché du travail, les forces sociales qui agissent et doivent s'articuler avec les forces publiques. »

Jefferson Palmeira, Représentant du Gouvernement de l'Etat de la Paraíba, Secrétariat du Développement Humain

Histoire vécues : Brésil

***Meryelly Amorim Brilhante** a 20 ans. Elle habite Vila Calvacante, une communauté de Patos dans la Paraíba. ESSOR mène depuis 2009 avec l'ONG « Ação Social Diocesana de Patos » – ASDP un projet de FIP. Elle a fait le cours de coiffure (spécialité brushing) du SENAI.*

Meryelly a eu son premier enfant à 16 ans. Une grossesse non désirée. Très tôt, quand ses parents ont quitté la campagne pour occuper un terrain en périphérie de Patos, elle a été, comme ses frères et sœurs, amenée à devenir « avionzinho » puis « aeromoça ».

Sa sœur, qui a 40 ans, est connue dans le quartier. Elle a consommé de la drogue pendant 15 ans. Elle y a entraîné sa fille de 14 ans ainsi que dans le monde de la prostitution. Chez elle, la modeste demeure accueille 7 à 12 personnes suivant les allers et venues. Avant d'intégrer le projet, Meryelly souffrait de dépression ne voyant aucune issue à son sort et celui de sa fille. Elle entendait parler de l'association soutenue par ESSOR par ses voisines et observait de loin les réunions que les Agents d'Orientation Professionnelle (AOP) réalisaient dans la rue pour expliquer l'importance d'avoir des objectifs et tracer un projet professionnel. Tout cela lui semblait bien loin de sa réalité et de ses capacités.

***Dilany,** la coordinatrice des AOP avait entendu parler de la famille de Meryelly. Après plusieurs visites infructueuses voire périlleuses, Dilany a réussi à convaincre Meryelly de venir discuter avec elle. Dilany l'a orientée afin qu'elle s'inscrive au cours de coiffure. Sélectionnée, Meryelly s'est révélée être une des élèves les plus assidues, a su vaincre le regard des autres, se faire des amis et surtout décrocher son diplôme du SENAI. « Je n'aurais jamais imaginé le parcours de Meryelly quand je la voyais dans le cours, c'est seulement quand Dilany m'a dit que j'ai su » (Professeur du SENAI).*

Meryelly, a retrouvé confiance en elle, a assisté à tous les ateliers éducatifs et a rencontré un nouveau compagnon. « Mon rêve d'avoir un salon de beauté est devenu un projet. J'ai réussi à acheter du matériel d'occasion et j'ai commencé à travailler chez les gens qui ne me voient plus comme j'étais. Tout le monde connaît ma vie, mais je m'en fous, le cours m'a ouvert les yeux… »

Aujourd'hui Meryelly a mis de l'ordre chez elle, son salon est devenu réalité, elle ne gagne pas encore le salaire minimum mais autant que sa sœur qui se prostitue. « Maintenant oui, je peux acheter des bons produits pour ma fille, qui est fière de sa maman. Dans 5 ans vous verrez, j'aurai ma maison et je serais quelqu'un qui aura vaincu. Mais je n'oublierai pas d'où je viens, j'aide Dilany dans son travail en expliquant mon parcours aux autres. Si moi, j'y suis arrivée, les autres aussi peuvent! ».

L'expertise d'ESSOR : le Mozambique

Entre 1997 et 1999, à l'image de ce qui était réalisé au Brésil dans les Projets Urbains Intégrés (PUI) dans des quartiers défavorisés, **ESSOR débute ses actions au Mozambique à Maputo puis Beira**. Dès 2003, l'analyse des équipes sur place met en évidence la nécessité de développer des actions FIP de façon plus marquée et plus ambitieuse que ce qui a été effectué jusqu'alors en articulation avec les Autorités Locales.

L'ONG nationale AMDEC, formée par des salariés étant intervenue sur les projets PUI mis en œuvre par ESSOR, pour plusieurs raisons (techniques, institutionnelles, financières) ne souhaite pas s'investir sur cette thématique qui à l'époque n'est pas « porteuse, vendeuse » auprès des institutions publiques et des bailleurs. Il leur était, par ailleurs difficile de concevoir une intervention avec des services étatiques. Ce genre de partenariat n'était pas source de motivation pour cette jeune ONG.

Par contre, le siège d'ESSOR à Lille soutient l'idée d'intervenir plus massivement sur ce secteur et investit en ce sens en 2003 où une mission d'étude en France d'un cadre de l'INEFP est financée afin qu'il puisse échanger avec des professionnels et des acteurs de la FP et de l'Insertion en région parisienne. De 2002 à 2006 un premier projet FIP de taille modeste voit le jour grâce à des financements privés - collectés par ESSOR - que viennent compléter essentiellement des financements français ainsi que de la coopération Belge. La dynamique est dés lors lancée.

Les projets qui sont alors lancés s'ouvrent amplement sur de nouveaux axes d'intervention (avec une démarche de Recherche / Action comme au Brésil) et traitent des questions de :

- ► Liens avec le secteur entrepreneurial privé pour : le développement de stages professionnels en entreprises et l'impulsion d'une dynamique de cofinancement des formations par le secteur privé ;
- ► L'amélioration des formations professionnelles (du secteur public et privé) via le développement d'espaces de concertation sectoriel permettant de mieux adapter l'offre de formation aux besoins du marché ;
- ► L'appui à l'insertion des jeunes via l'accompagnement de ceux intéressés par le chemin de l'auto-emploi et/ou de la micro-entreprise ainsi que la création expérimentale d'une pépinière d'entreprises ;
- ► Développement de relations techniques et financières avec des Institutions de Micro Finance (IMF) dans le cadre de l'appui aux jeunes entrepreneurs ;
- ► Le renforcement des capacités et des compétences des Organisations Communautaires à la Base avec un début de professionnalisation ;
- ► L'accompagnement des partenaires institutionnels publics et aussi de l'influence que la démarche et les résultats peuvent avoir sur les politiques publiques dédiées à la FIP.

Au cours d'une première phase, la méthode et les outils développés étaient spécifiques au Mozambique. Ils étaient peu élaborés, peu complets et fortement inspirés de ceux issus des actions liées à l'accompagnement familial.

L'étude publiée en 2006 avec l'OIT sur l'insertion professionnelle des jeunes, met en évidence la nécessité de faire appel à la méthodologie et aux outils développés au Brésil sur cette thématique qui a requis des adaptations au contexte local qui ont été opérées en 2007. Aujourd'hui, même si les fondements de la méthode restent les mêmes, il a fallu adapter certains outils au contexte, voire en créer d'autres, spécifiques au Mozambique. Il a fallu par ailleurs, et en cela on note les différences entre les pays, élaborer des systèmes complexes de suivi et de contrôle des activités, notamment en terme de volume de bénéficiaires.

Tout ce travail d'adaptation et de création d'instruments techniques a été le fruit d'échanges documentaires avec le Brésil, mais aussi de missions d'échanges de plusieurs personnes et de débats de visu avec des acteurs brésiliens. Mais ce fut aussi - et cela l'est encore - le fruit de débats au sein des équipes au Mozambique non uniquement sur la méthode, les outils, mais aussi sur les questions de pérennisation des Bureaux de Formation et d'Emploi créés dans les quartiers, des Agents d'Orientation professionnelle qui accompagnent les jeunes, les familles, la qualité des partenariats, la diversification des partenariats, sur l'auto emploi, l'investissement dans une Agence Solidaire pour l'Emploi, … L'équipe, par ailleurs, continue de tester de nouveaux concepts, de nouveaux produits qui pourraient venir à court terme compléter et élargir la gamme des solutions envisageables et exportables dans des contextes forts proches.

Christophe Legay
Représentant ESSOR
Mozambique

« … qu'il est encore et toujours possible d'améliorer les outils, d'en produire de nouveaux afin d'être plus performant pour mieux contrôler l'activité des acteurs dans les quartiers, mieux sélectionner les bénéficiaires, être plus pertinent dans les sessions de formations produites en interne, peut être mettre en place des méthodes pédagogiques plus participatives, plus ludiques afin de mieux armer les bénéficiaires pour affronter le marché du travail et celui de l'auto-emploi … »

Toujours est-il que l'on a actuellement des productions communes qui sont le fruit d'expériences de deux terrains d'interventions (une méthode et des outils de base) et des outils spécifiques à chaque contexte et adaptés aux besoins locaux. Un énorme effort d'harmonisation a été entrepris et réalisé récemment et se poursuit encore en vue d'élaborer un produit fini grâce à la diversité des expériences.

Ce rapprochement méthodologique entre les terrains (Brésil – Mozambique), la proximité des ressources humaines (Frédéric et Christophe) ont permis de faire évoluer les réflexions sur la mise en œuvre des programmes

FIP. Les liens créés ont favorisé le lancement d'un projet « LigAção » qui est aujourd'hui principalement financé par l'UE ainsi que l'AFD et constitue une excellente opportunité pour ESSOR de peaufiner les méthodes en termes de transversalité et aussi de tester la démarche en milieu rural.

Christophe Legay
Précise que :

« … nous voyons bien que la méthodologie et les outils qui ont été développés sont très pertinents, même s'ils doivent être adaptés à chaque contexte. Ils permettent de dynamiser plus et mieux des démarches, des processus, qui facilitent l'insertion des jeunes des quartiers défavorisés. Cependant il est de notre devoir - et nous en sommes tout à fait conscients - de sans cesse se questionner sur notre intervention, notamment en termes de pérennité et d'articulation avec des niveaux décisionnels allant du local au national … ». ***Les expériences brésiliennes allant en ce sens vont largement contribuer à court terme à enrichir le débat des équipes mozambicaines***

Après une période où l'action « projet » a primé sur l'action institutionnelle (il fallait démontrer la pertinence de la méthode, des outils et de l'impact sur le milieu avec des résultats chiffrés, ce qui a assez rapidement été acquis), on s'est à nouveau questionné sur la pérennité des actions et un retour vers les fondamentaux d'ESSOR qui sont d'accompagner la création d'entités locales qui puissent poursuivre l'intervention. Simultanément, une réflexion a été initiée sur la question : comment appuyer les institutions publiques de formation professionnelle afin de les aider à devenir plus « fonctionnelles et en adéquation avec le mandat qui leur est échu ».

L'équipe Mozambique est en train de franchir un nouveau pas en « s'affranchissant » d'une certaine façon des outils techniques et des méthodes directement liés à la FIP, même s'il reste encore à faire et que cela reste un socle indispensable pour évoluer vers le renforcement institutionnel et organisationnel d'acteurs de la Société Civile et du Secteur Public, qui, en partenariat avec le secteur entrepreneurial privé, pourront assurer une pérennité des actions.

De nouveaux challenges se font jour non seulement en terme d'accompagnement et de renforcement des capacités, des compétences de structures, mais aussi de développement d'espaces de concertation au sein desquels des articulations entre : demandes du marché, offres de formation, aspirations des jeunes et politiques publiques se négocient progressivement et se construisent. Ces actions sont en cours de mise en phase avec celles initiées avec succès au Brésil et leur analyse est très riche d'enseignements. Elle contribue à repositionner la méthode et les outils développés pour et par la FIP dans un cadre général qui lui-même évolue en fonction des choix, interventions et résultats obtenus concrètement sur le terrain

Histoire vécues : Mozambique

Arlindo Carlos Junior, 23 ans, célibataire, a un niveau scolaire de Terminale. Il habite le quartier de Chamanculo « C » à Maputo. Orphelin de père et de mère depuis plus de 6 ans, il vit avec sa sœur cadette dans la maison laissée par leurs parents. Depuis leur mort, les grands-parents subviennent aux besoins essentiels d'Arlindo et de sa sœur. Malgré toutes ses difficultés, ce jeune n'a jamais abandonné ses études. Suite à l'obtention de son bac, il n'a pas trouvé de travail.

Grâce aux affiches du Service UPA (projet FIP-ESSOR) dans les quartiers sur les opportunités de formation professionnelle, il s'inscrit au cours de Serveur en restaurant et bar. Il est sélectionné et fréquente un cours au sein du CFP Monalidia pendant deux mois puis bénéficie d'un stage professionnel de deux mois à l'hôtel Santa Cruz.

Suite au stage, il fait des remplacements au restaurant Kacole au sein de l'association des écrivains mozambicains. Grâce à l'appui du Service UPA par l'envoi de lettres de motivations ciblées et de CV personnalisé, Arlindo est intégré à l'hôtel VIP de Maputo. Un « client » l'identifie alors comme bon professionnel et lui propose de travailler comme Chef de salle au complexe K-longer.

Arlindo nous confie : « grâce à l'appui d'UPA, je peux aujourd'hui me considérer comme un jeune professionnel épanoui car je sens que beaucoup de choses ont changé dans ma vie ».

Cristina est une jeune femme de 25 ans, célibataire, en classe de terminale et qui habite le quartier de Chamanculo « C » à Maputo. Sa famille se compose de 7 personnes, dont 2 travaillent à mi-temps. Cristina a eu beaucoup de mal à obtenir une formation professionnelle et une insertion sur le marché du travail ainsi que des difficultés à poursuivre ses études.

C'est grâce à des amis qu'elle découvre le service UPA, dont le Bureau Formation Emploi (BFE) se trouve au sein de l'association communautaire ASSCODECHA. Elle s'y inscrit pour suivre un cours de cuisine : être cuisinière a toujours été pour elle un grand rêve, jamais réalisé du fait du prix du cours. A la suite d'un processus de sélection, elle a fréquenté le cours de cuisine à l'Hôtel Ecole Andalucia de Maputo.

Aujourd'hui, Christina travaille au Maputo Shopping Center, dans un restaurant où elle gagne un peu au-dessus du salaire minimum qui est de 50 euros au Mozambique. Elle aime beaucoup son travail et apprend de nombreuses choses qu'elle n'avait pas apprises pendant sa formation professionnelle. L'ambiance de travail est bonne, ce qui lui permet de supporter des horaires de travail tardifs. Elle pense progresser dans son domaine professionnel et travailler un jour pour un grand Hôtel afin de lancer sa carrière.

L'expertise d'ESSOR : le Tchad

Au Tchad, l'implantation d'ESSOR est récente. En partenariat avec une ONG nationale l'Université Populaire, elle a mené depuis 2009 des actions éducatives autour de Maisons de Jeunes qu'ESSOR a construites dans deux quartiers (l'un catholique l'autre musulman) de la capitale Ndjamena. Sur cette base en 2011 ESSOR lance un projet pilote sur 18 mois qui a pour objectif de former professionnellement des jeunes des quartiers où elle intervient et de les insérer sur le marché du travail.

Le Tchad est un nouvel espace d'intervention pour ESSOR et en premier lieu il est francophone contrairement à tous les autres pays d'intervention de l'ONG. Mais c'est aussi une opportunité de transfert de l'approche, de la démarche, des méthodes des outils dans ce nouveau contexte. C'est un énorme travail de toute l'équipe au siège qui a été réalisé en partenariat avec les représentants au Brésil et au Mozambique d'adaptation et de traduction à ce nouveau contexte. C'est aussi pour ESSOR un formidable challenge de « changement d'échelle » puisque ce projet bénéficie de toutes les années de Recherche/Action qui ont eu lieu principalement au Brésil et au Mozambique.

Dés le lancement du projet, celui-ci ne s'est pas s'attaché uniquement à l'atteinte de résultats quantitatifs défini dans le cadre du projet, mais l'équipe a compris (grâce aux expériences Brésil et Mozambique) la nécessité de bien concevoir l'action comme un tout totalement intégré dans le paysage institutionnel et en partenariat avec une ONG forte qui sera en mesure de poursuivre l'intervention. Cette approche décisive est aujourd'hui porteuse d'initiatives très prometteuses pour l'avenir avec, en peu de temps d'intervention, de réels succès à tous les niveaux.

Ce qu'ESSOR a apporté comme innovation technique notable au Tchad dans la démarche FIP qu'elle développe par rapport à d'autres ONG qui sont intervenues dans le domaine de la formation, est qu'elle accompagne les jeunes tout au long du processus formatif en commençant dans l'information, le choix formatif et surtout l'insertion sur le marché du travail dans un contexte où l'accès à celui-ci actuellement ne relève ni de la compétence, ni du diplôme.

Ambroise Le Moal
Représentant ESSOR
Tchad

« … La mise en œuvre d'un projet FIP nécessite une bonne implantation dans le contexte de vie local. Les Maisons des Jeunes construites dans le cadre du projet Education « Tremplin » sont reconnues par la population et ont constitué le terreau idéal à cette implantation.

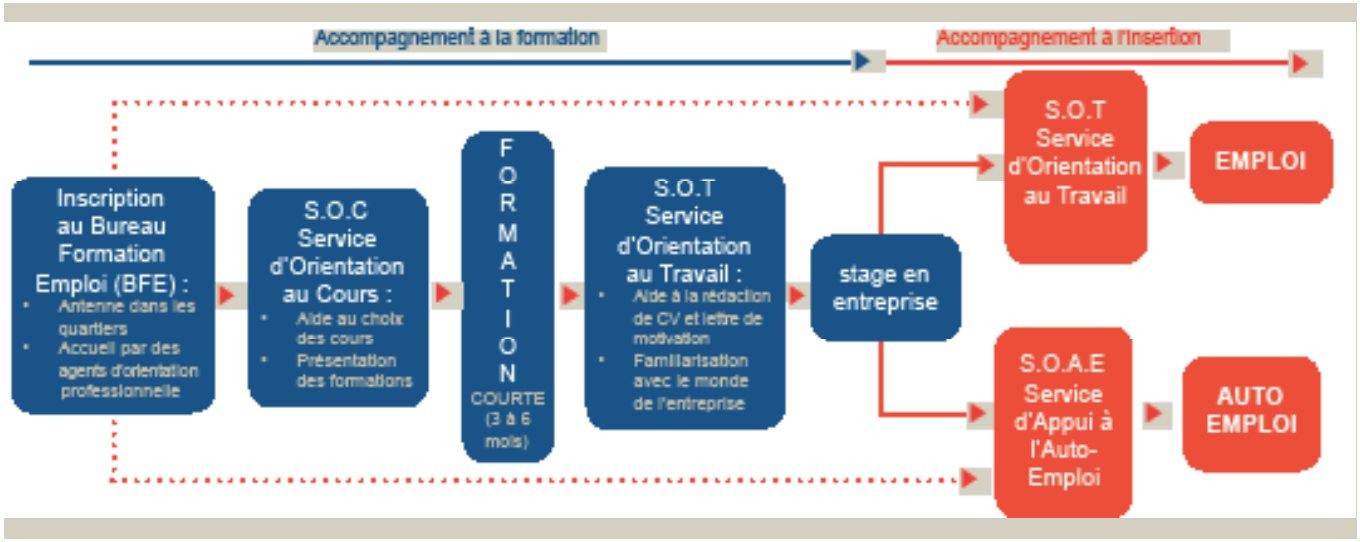
L'instauration d'un parcours éducatif d'une durée de 5 mois permet aux adolescents bénéficiaires de se projeter dans l'avenir et de se dessiner un projet de vie. A l'issue du parcours, le jeune choisit une initiation pré-professionnelle encadrée par un professionnel du métier.

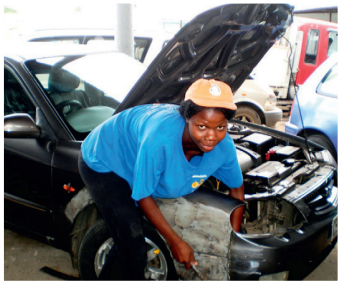
Ces aspects constituent une innovation importante apportée par ESSOR au contexte de la jeunesse tchadienne qui ne dispose pas de lieux d'orientation ou d'information et dont le système éducatif dans sa globalité est vieillissant et inadapté au contexte actuel.

La démarche permet de préparer les « esprits des jeunes » pour ensuite les amener vers les possibilités de formation adaptées dans des domaines qui permettront leur insertion sur le marché du travail… »

Une démarche et des outils éprouvés, fruit de 15 ans d'expérience

Notre méthodologie :
Un parcours de formation et d'insertion individualisé & La mobilisation des acteurs publics et privés





Les leçons apprises et les bonnes pratiques à retenir

Ce que 15 années d'expérience, dans les trois pays dont les actions de Formation et d'Insertion Professionnelle ont permis d'apprendre, peuvent se synthétiser autour des deux axes suivants : i) sur les programmes FIP et ii) pour l'institution ESSOR.

▲ *Concernant les programmes FIP*

L'individu au cœur des dispositifs de formation et d'insertion

L'outil Formation Professionnelle, qui n'intègre pas la dimension insertion, a un intérêt limité notamment dans les contextes d'intervention des programmes d'ESSOR. Sans accompagnement, la mesure de l'impact des formations sur les bénéficiaires ne permet pas d'améliorer les formations et l'efficacité des investissements réalisés. L'accompagnement à l'insertion est primordial (parcours avant, pendant, après). Cette démarche reconnue pour être très efficace est cependant très exigeante et nécessite des moyens conséquents tant d'un point de vue humain que financier.

Rassembler autour d'un programme commun

Les programmes FIP nécessitent de travailler avec une pluralité d'acteurs (publics et privés) qui n'ont pas l'habitude d'œuvrer ensemble et notamment dans les pays d'intervention d'ESSOR. Le défi - dont on commence à percevoir les effets - a été de briser des tabous, des habitudes et de faire « bouger » les politiques publiques.

Contribuer à la mise en réseau des acteurs du Nord

Quelle que soit la dimension d'un projet ou d'une ONG, ESSOR a contribué à la mise en réseau d'intervenants au Nord afin de donner plus d'ampleur et de reconnaissance à ces actions, dans un souci de complémentarité des compétences, des moyens et ainsi d'être plus efficace et efficient dans toutes ses interventions.

Les Partenariats

La construction de partenariats avec des Organisations de la Société Civile, avec des Autorités Publiques (locales et nationales) ainsi qu'avec des acteurs entrepreneuriaux du Secteur Privé est une évidence, mais comment procède-t-on ? Quelle est la bonne stratégie, la bonne trajectoire ?

La pratique dans les différents pays nous apprend que ces constructions partenariales sont le fruit de processus et d'investissements humains qui permettent d'établir des liens qu'il faut régulièrement dynamiser, renforcer, améliorer en faisant progresser autant les ressources humaines que l'action à proprement parler qui s'inscrit dans le temps, ce qui induit des recompositions de gouvernance qu'il faut accepter et assumer.

▲ *Concernant l'institution ESSOR*

Les Méthodes et les Outils

Sur la base d'une méthode et d'outils élaborés au cours des années, les utilisateurs sur le terrain, en fonction des besoins et des évolutions du contexte, ont toute latitude de faire progresser la « boite à outils » qui a été conçue.
Les équipes ont parfaitement intégré le fait que ces productions sont perfectibles, adaptables et qu'elles concourraient à l'amélioration de leurs performances en terme de production de résultats, mais aussi qu'il était nécessaire de prendre en compte leur efficience et leur accessibilité pour en assurer la pérennité.
Deux grands objectifs sont ainsi définis : i) avoir la capacité de s'adapter en améliorant la performance des outils et ii) être en mesure de produire des méthodes facilement appropriables par les partenaires locaux.

La Capitalisation

L'ensemble des projets et actions a permis de mettre en évidence que dès le démarrage d'un projet il faut inscrire comme objectif la production écrite, orale, visuelle, ainsi que la capitalisation des expériences à deux niveaux :

- le pays pris comme unité de base et
- l'ensemble des pays où ont lieu un même type d'intervention.

L'objectif doit être de transformer le savoir en connaissances partageables.

La Communication

L'ensemble de ces interventions restera toujours limité à un espace donné, un cercle d'acteurs précis si toutes ces productions et réalisations ne sont pas correctement valorisées.
Il est essentiel de s'organiser afin de développer une stratégie de communication à plusieurs niveaux qui permette de faire connaître l'approche, la démarche, la méthode et les outils, les résultats et qui favorise le positionnement de la structure et ses partenaires notamment dans le débat public sur ce thème.

Le positionnement et la contribution d'ESSOR sur la Thématique FIP

Le positionnement et les contributions d'ESSOR sur la thématique de la Formation et de l'Insertion Professionnelle, ont été et sont notables à différents niveaux et par rapport à des types de publics distincts. Que l'on prenne l'expérience du Brésil, du Mozambique ou du Tchad c'est, toujours en transversalité, la structure ESSOR qui :

- ► positionne son action pour les jeunes défavorisés,
- ► s'inscrit dans une démarche d'autonomisation des structures partenaires,
- ► contribue à la professionnalisation des Centres de Formation,
- ► renforce des partenariats actifs avec le secteur entrepreneurial
- ► ancre son intervention avec les autorités locales dans le débat public et l'intervention des Etats.

Au niveau des jeunes des quartiers

Intégration des jeunes dans le secteur formel et informel, en emploi salarié ou en auto-emploi, intégration et positionnement dans une société « normalisée », impact qu'ils ont sur leur environnement social dans les quartiers, sur leur cercle de proches (parents et amis) sont des résultats très probants, mesurables et qui marquent le paysage socio-économique local.

Même dans ces espaces délaissés par les grands acteurs institutionnels, ESSOR a démontré qu'il est possible de lancer des dynamiques formatives et d'insertion dans un cercle vertueux de développement civique et économique pour de nombreux jeunes qui, en temps normal, seraient laissés pour compte par le système dominant et viendraient gonfler la masse des désœuvrés qui évoluent souvent dans des systèmes de « non droits » extrêmement violents.

▪ **Au niveau des Associations et ONG Locales**

Elles sont des relais indispensables, implantées dans des espaces de vie délaissés par les pouvoirs publics, elles connaissent bien les modes de fonctionnement, les difficultés mais aussi les potentialités des personnes qui y vivent. Elles sont les représentantes et défenseurs de ces populations. Elles aussi ont leurs faiblesses (compétence limitée, capacité restreinte, visibilité limitée, …). Cependant elles sont généralement réactives et capables d'évoluer rapidement notamment autour de programmes FIP et de les soutenir. Pour les plus professionnelles elles sont en mesure de manager des actions sur le long terme, de faire un plaidoyer, du lobbying et de négocier avec des autorités locales voire nationales des appuis, des financements et devenir des acteurs incontournables.

La direction d'ESSOR et les équipes qui œuvrent sur les terrains mettent en place des appuis spécifiques pour les associations et les ONG nationales. Ils contribuent à développer une démarche en l'inscrivant dans la sphère des acteurs non gouvernementaux mais surtout à initier des processus qui non seulement perdureront, mais seront porteurs de changements. Tous s'accordent à reconnaître que la FIP est un excellent thème sur lequel doivent « s'allier » Société Civile, Secteur Entrepreneurial Privé et Secteur Public car ils y ont tous intérêt. Il y a là un enjeu majeur des prochaines décennies auquel ESSOR contribue activement.

Au niveau des centres de formation

Les entreprises qui recrutent souhaitent avoir du personnel compétent et qualifié qui soit en mesure d'accomplir les tâches requises. Or, on constate qu'il n'y a pas suffisamment adéquation entre demande et offre de formation. Les Equipes ESSOR et leurs partenaires ont progressivement mis en place des rencontres, ateliers, séminaires sectoriels qui ont permis **de faire se rencontrer les professionnels de la formation technique et les entreprises privées et publiques.** Ceci concourt à réaliser certaines adaptations qui vont dans le sens : i) de la mise en concordance de l'offre avec la demande, ii) de l'amélioration de la qualité des formations, iii) d'une plus grande reconnaissance des centres qui acceptent ces évolutions.

Les Centres de Formation Professionnelle permettent d'apprendre un métier, se former en alternance, se perfectionner, se mettre à niveau, valider des acquis, … pour des jeunes vivant en marge de la société c'est très souvent une seconde chance qui leur est offerte. ***Cela ne signifie pas, bien au contraire, que se sont des offres de formation « au rabais » ...***

▪ **Au niveau du secteur entrepreneurial privé**

ESSOR et les équipes sur le terrain ont eu, depuis le lancement des actions de la structure en 1992 ont eu des relations particulières et privilégiées avec le monde entrepreneurial privé. Son réseau de partenaires entrepreneuriaux en France est un socle important pour la structure. Sur les différents sites d'intervention on trouve des situations spécifiques à chaque pays, mais dans la relation avec la sphère entrepreneuriale (formelle et informelle) on a une démarche identique qui contribue grandement à la réussite des projets développés et à innover sur certains thèmes : la formation en alternance, le développement de chartes de Responsabilité Sociale/Sociétale des Entreprises qui se traduit pour le présent par des emplois réservés aux jeunes des quartiers défavorisés mais aussi le cofinancement de formations pour ces jeunes (parrainage)…

Au niveau des autorités locales et nationales

L'ancrage de la structure ESSOR et de ses projets FIP dans la sphère publique tant au niveau du local que du national repose sur les succès des actions réalisées concrètement avec les jeunes des quartiers défavorisés.

La démarche développée permet de concourir à l'optimisation des investissements consentis par tous les acteurs et avoir un impact sur les autorités et les décideurs politiques en leur proposant des stratégies d'intervention innovantes et pertinentes qui ont fait leur preuve et peuvent amplement concourir à l'intégration des jeunes des quartiers défavorisés. ESSOR se positionne progressivement comme un partenaire clé pour ces autorités décisionnelles.

Ce que l'expérience a induit comme changements au sein de l'ONG ESSOR

Quinze années d'interventions au Brésil, Mozambique, Cap vert, Tchad et en Guinée Bissau avec la mise en place d'une démarche de Recherche – Action sur et autour de la Formation et de l'Insertion Professionnelle de jeunes dans les quartiers défavorisés faite de changements, d'évolutions, de mutations a progressivement permis d'asseoir les bases d'une méthodologie dont les résultats sont reconnus à biens des égards et qui ont à plusieurs périodes impacté la vie de la structure ESSOR.

En **2008** ESSOR prend la décision stratégique de **créer des fonctions de référents thématiques** (dénommés responsables de Programme). Pour la FIP cette fonction sera assurée par son directeur jusqu'en 2010 lors du recrutement d'une personne qui manage actuellement ce secteur d'activité.

La même année une **évaluation participative** à João Pessoa (Brésil) menée par Ariane Delgrange, met en avant **l'importance des synergies nationales et internationales.** Sous l'impulsion de Frédéric et Christophe (Représentant Brésil et Mozambique) **va naître un projet FIP Multi pays.** Cette action est déterminante et permet de positionner ESSOR sur cette thématique et simultanément de renforcer les compétences des partenaires locaux.

En **2010** l'arrivée de **Pauline Mudry** en charge du management de ce secteur va rapidement permettre de **consolider les approches, de créer des synergies entre elles**, de **faire évoluer les outils** en fonction du contexte et des compétences des techniciens et des acteurs locaux de forme participative, mieux prendre en compte les évolutions des réalités locales et des systèmes dans lesquels ils évoluent et surtout **repositionner sans cesse le rôle** que doit jouer ESSOR. Un imposant travail transversal prenant en considération les 3 pays d'intervention de la FIP permet d'approcher une nouvelle dimension et d'envisager sereinement des changements.

Techniquement, les actions dans les pays, grâce aux financements internationaux (UE, AFD, …) ouvrent **toujours plus d'axes de réflexions, d'interventions** qui obligent la structure en France à se positionner pour **garder une cohérence globale sur la thématique**. On accompagne plus et mieux le renforcement institutionnel des Organisations de la Société Civile tant au niveau des associations de quartiers que les ONG partenaires. On contribue à mettre en place les mécanismes et les instruments qui facilitent la mise en adéquation de l'offre de formation et de la demande. On concourt à la création ou à la mise en vie d'espaces de concertation entre centres de formation, secteur privé et public. On développe en y associant des représentants de la société civile des dynamiques et des évènements pour interpeller les autorités publiques sur les politiques, leur construction, leur mise en œuvre et leur suivi dans le domaine de la Formation et de l'Insertion Professionnelle. On mobilise au Sud comme au Nord des ressources pour répondre à la demande en favorisant les échanges sud-sud et sud-nord.

La structure a progressivement construit un vrai programme qui lui permet aujourd'hui de faire face à de nouveaux défis que sont : l'intervention dans des espaces ruraux, l'intervention sur un public plus conséquent et des interventions dans de nouveaux pays qui comme au Tchad ont, dès le démarrage, eu une approche systémique avec beaucoup de succès.

Jean Philippe Delgrange – Directeur d'ESSOR

Pour ESSOR travailler dans le secteur de la FIP a produit certains changements importants:

- La FIP est un domaine qui intéresse de nombreux acteurs, notamment les pouvoirs publics car des actions dans ce domaine peuvent avoir un impact direct sur la réduction de la pauvreté. De ce fait, la FIP nous a amenés à travailler avec un grand nombre d'acteurs publics et privés, dont les entreprises, notamment au Sud, avec lesquelles nous avions très peu de contacts jusqu'alors ;
- La FIP nous a aussi amenés à entrer en contact avec des acteurs dans ce domaine en France (agissant tant sur le territoire français que dans les pays du Sud). Ces contacts ont été et sont intéressants pour l'association et lui ouvrent de nouvelles pistes ;
- L'implication de ces nombreux acteurs au Nord et au Sud a rendu d'autant plus nécessaire la création d'un poste de Responsable de Programme au siège, chargé de la cohérence de nos activités dans les différents pays, mais aussi du lien avec les partenaires au Nord et de la capitalisation ;
- Avec la FIP nous avons commencé à vraiment investir du temps pour des actions de capitalisation, en mettant un accent particulier sur la diffusion de nos méthodologies afin qu'elles soient le plus possible reproduites ou enrichissantes pour d'autres acteurs ;
- Ces évolutions dans le domaine de la FIP nous ont amenés à créer de façon plus officielle nos 3 grands secteurs d'intervention (FIP, Education, Développement Agricole) et ont aussi eu des répercussions en termes d'organisation globale pour ESSOR, avec la mise en place en 2010 des 3 Responsables de Programme ;
- Enfin, si la question de la pérennité est une question au cœur de toutes nos actions, elle se pose particulièrement dans le domaine de la FIP, et nous avons grâce à cela franchit un pas dans notre implication dans les espaces de discussions des politiques publiques.

Frédéric Barbotin – Représentant ESSOR au Brésil

L'expérience accumulée par ESSOR dans le domaine de la FIP au cours de sa trajectoire a eu des effets déterminants pour le développement institutionnel de l'Association. Pour proposer des réponses adaptées, un effort de compréhension de l'environnement, dans lequel nos actions s'inscrivent, a du être réalisé. Nous avons dû développer de nouvelles stratégies et capacités pour engager un dialogue permanent avec les différents secteurs de la société qui jouent un rôle sur les problématiques de la formation et l'insertion. L'objectif était de renforcer les compétences locales et d'engager notre démarche sur le long terme au delà d'une action temporelle et ciblée. Ces stratégies ont rapidement dépassé le cadre de la FIP ouvrant de nouvelles perspectives d'actions et de coopération.

Le « capital » d'ESSOR a été mis à contribution mais aussi valorisé grâce au renforcement de ses compétences en termes d'organisation et d'ajustement institutionnel ainsi que celles de ses partenaires dans des domaines précis. Cela a demandé d'articuler et mobiliser des réseaux mais aussi de s'insérer dans ceux qui offraient un cadre favorable à cette démarche ainsi qu'une forte légitimité. Enfin, il a été et encore aujourd'hui nécessaire d'agir et d'interagir avec les conseils paritaires, reconnaissant leur légitimité pour le contrôle social des politiques publiques.

ESSOR, aujourd'hui, avec ses partenaires locaux, a ouvert de nouvelles perspectives techniques, financières et institutionnelles au Brésil pour garantir la pérennité de leurs actions et rendre légitime le rôle d'une ONG européenne dans un pays où la société civile organisée prend une place importante dans les espaces de décisions politiques.

Techniquement, la construction méthodologique est devenue un processus collectif et participatif qui agrège aussi bien le capital des ONG partenaires que les démarches menées par les acteurs privés et publics.

Financièrement, la coopération internationale n'étant plus la principale source de ressources pour l'accompagnement de ce type d'action, il a été nécessaire d'intégrer les attentes des bailleurs privés et publics et mobiliser la solidarité locale.

Institutionnellement, la reconnaissance et la considération du capital accumulé par ESSOR ont favorisé une participation plus dynamique dans les processus de discussion et de mise en œuvre de politiques publiques.

L'évolution de ces paramètres a eu pour conséquences la définition de nouvelles relations de partenariat prenant en compte les valeurs ajoutées de chaque interlocuteur avec pour préoccupation constante de continuer à répondre le mieux possible aux réalités des populations les plus défavorisées.

Finalement, cette démarche construite au cours de ces 20 dernières années par ESSOR a demandé à l'association d'avoir, depuis 5 ans, ***une vision*** *chaque fois* ***plus stratégique*** *à l'échelle, non seulement d'un territoire ciblé ou d'une action précise, mais* ***sur l'ensemble de son champ d'action géographique et thématique.*** *Depuis 2009, ESSOR a ouvert de* ***nouvelles perspectives*** *dans la continuité de sa mission, encourageant et dynamisant des* ***synergies techniques et institutionnelles*** *pour favoriser et alimenter le* ***transfert des savoirs*** *dans les différents pays ou ESSOR intervient et auprès des* ***partenaires engagés pour la réduction des inégalités sociales.***

Pauline Mudry – Responsable du Programme FIP au siège d'ESSOR

« … voici quelques réflexions sur les changements au sein d'ESSOR que j'ai pu voir / vivre en 2 ans. En premier lieu une très nette amélioration des échanges, de partage, de circulation des informations entre les projets, ce qui nous a permis progressivement d'être plus cohérents et mieux structurés dans notre intervention, de systématiser certaines procédures et donc avec plus de « facilité » d'aller sur de nouvelles zones (Tchad, Guinée).

Les échanges sud/sud et le projet multi-pays ont fortement contribué à ce renforcement du secteur FIP. On ne raisonne plus simplement par projet. La vision d'ESSOR a évolué, on est en train de réaliser un changement d'échelle. Les nouveaux projets présentés prennent beaucoup plus en considération les aspects politiques publiques FIP et comment les influencer, ainsi que le co-financement de ces actions FIP (co-financement public ou privé) afin d'assurer leur inscription dans le tissu économique local qui assurera la durabilité de ces actions … »

Ambroise Le Moal – représentant ESSOR au Tchad

« J'ai eu l'opportunité de participer à l'implantation des actions d'ESSOR au Tchad à travers le projet Tremplin, un projet visant à l'insertion sociale des jeunes dans 2 quartiers de N'djaména. A l'époque, la responsable de programme FIP n'était pas encore en poste. Lorsqu'au niveau du siège on m'a informé du démarrage prochain d'actions de FIP au Tchad, je me posais beaucoup de questions sur la manière de s'y prendre et sur quels acteurs clés s'appuyer.

Les nombreux contacts avec Pauline, la RP FIP et surtout la découverte du document de capitalisation sur la méthodologie FIP élaborée par ESSOR m'a très vite permis de clairement concevoir comment ce projet allait s'articuler. Il a certes fallu adapter certains outils au contexte économique et social tchadien, mais le processus et la démarche sont restés inchangés.

Au Tchad, les actions FIP développés par ESSOR ont rapidement suscité un grand intérêt de la part des pouvoirs publics. Ce qui s'est traduit dès sa 1ère année par la signature d'une convention de partenariat avec l'ONAPE (équivalent du pôle emploi au Tchad). Tous les acteurs en présence (services publics de l'emploi, OCB, CFP, entreprises) reconnaissent la pertinence de l'approche d'ESSOR et les expériences passées du Brésil et du Mozambique qui fournissent aux RP des nouveaux pays (Tchad, GB) des exemples concrets sur lesquels s'appuyer.

ESSOR a, sur la base d'une démarche de recherche-action, produit une approche, une démarche, des méthodes et des outils qui lui permettent d'aborder en toute quiétude soit le changement d'échelle dans un pays, soit l'implantation dans de nouveaux pays. ESSOR a aujourd'hui créé un réseau FIP dans 4 pays sur lequel elle peut assoir sa crédibilité et se positionner dans de nombreux débats. ESSOR a structuré en son sein des savoirs grâce à des compétences et expériences qui lui assurent plus de reconnaissance et de professionnalisme sur cette thématique.»

Priscilla Dijoux – Projet FIP - Mozambique

« … ESSOR s'est naturellement positionné comme mobilisateur des acteurs de la FIP pour permettre une meilleure insertion des jeunes. La réalisation de rencontres entre les centres de formations professionnelles (CFP), les entreprises, les associations communautaires, le gouvernement et les institutions de micro-finances ont eu comme impact une professionnalisation de ces acteurs et la création de nouveaux partenariats.

Les CFP sont maintenant en lien direct avec les entreprises, ils ont systématisé le stage professionnel et adapté leur programme de formation aux nécessités du marché. L'INEFP se rapproche des associations communautaires pour certifier des formations professionnelles dans les quartiers et y divulguer ses offres d'emploi.

Des activités nouvelles et initialement non prévues ont vu le jour : l'ouverture d'une Agence sociale et solidaire pour l'emploi, où les fonds levés par le placement permettent le financement de formations pour de nouveaux jeunes défavorisés. Un programme de Responsabilité Sociale des Entreprises a été mis en place où celles-ci interviennent dans la formation professionnelle et financent la formation des jeunes des quartiers vulnérables. Autant d'initiatives qui influent sur le programme FIP au sein d'ESSOR et tout le réseau mis en place avec les autres pays d'intervention. Notre vision n'est plus limitée à un projet, un pays, mais un programme qui couvre 4 pays à ce jour …»

Agnés Ellouz Pires – Projet FIP – Mozambique

« … Le programme FIP au Mozambique relève actuellement un réel défi qui est celui de son implantation en milieu rural ainsi que la mobilisation de ses équipes dans leur capacité à être créatives pour réussir ce challenge qui aura un impact sur l'ensemble des actions FIP au sein d'ESSOR.

L'accès à l'information est un paramètre essentiel pour toute action. Le lancement du projet multi pays LigAção est en ce sens primordial car il permet des échanges fréquents entre les équipes et leurs partenaires, des concertations sur les démarches, une harmonisation des outils, des rencontres sud/sud qui facilitent les transferts de savoir, de savoir faire, à de nombreux niveaux du technique à l'institutionnel, du local à l'international… »

Ces processus induisent des changements notables au sein de la structure ESSOR qui s'adapte, se professionnalise et acquiert de nouvelles reconnaissances.

Quelques mots pour conclure

« … La formation et l'insertion professionnelle ont longtemps été des sujets délaissés au profit notamment de l'éducation de base qui constitue l'un des Objectifs Du Millénaire. La formation professionnelle revêt pourtant une importance stratégique. Elle représente un gage de retombées économiques significatives pour les entreprises des pays en développement et constitue pour les individus un moyen de lutter efficacement contre la pauvreté. L'impact de la formation professionnelle est en effet double :

► Permettre aux jeunes et aux adultes d'améliorer leurs compétences professionnelles, d'accroître leurs chances d'insertion professionnelle et de pouvoir prétendre à un revenu décent. Elle devrait en cela faire partie intégrante d'une stratégie de réduction durable de la pauvreté et d'accès à l'emploi ;
► Permettre aux entreprises, grâce à l'amélioration des compétences professionnelles des employés, d'augmenter la qualité de leurs produits et services, d'améliorer leur potentiel d'innovation et de compétitivité, et de passer d'une logique de survie à une logique de croissance. Elle participe ainsi à la dynamisation des économies nationales des pays en développement. … » *(Actes de la conférence GEFOP – nov. 2007)*

L'action de l'ONG française ESSOR qui intervient depuis 1992 dans les quartiers les plus défavorisés des centres urbains des Pays En Développement avec des jeunes démunis et déshérités, inscrit sa démarche depuis le début de son action à différents niveaux, mais toujours en positionnant **l'individu au cœur de l'intervention** conformément aux valeurs humanistes qui animent les membres et les professionnels de cette association du nord de la France.

Ses actions notamment en terme de Formation et d'Insertion Professionnelle mobilisent depuis plus de 15 ans une chaîne d'acteurs, autour d'un concept, d'une démarche, de méthodes et d'outils avec pour objectif de *:*

► Permettre à des jeunes les plus défavorisés d'acquérir des savoirs, des compétences, des capacités professionnelles, de les orienter, les accompagner vers l'insertion sur le marché du travail, et les aider à s'intégrer et de prendre leur place au sein des sociétés dans lesquelles ils évoluent,

► Développer des savoir-faire, des méthodes, des outils conçus, expérimentés, adaptés à des contextes différents mais aussi de renforcer, améliorer, faire progresser des compétences, des pratiques en professionnalisant des acteurs de la société civile du Sud, partenaires des actions,

► Impacter les acteurs de la société économique, publique et politique en développant des collaborations, en diffusant largement des savoirs, contribuant au plaidoyer sur, pour et autour de la reconnaissance de la FIP comme outil d'intégration de la jeunesse et contributrice à la paix sociale,

► Mobiliser les savoirs, les moyens, les ressources humaines et financières (directes et indirectes) nationales et internationales en vue de contribuer à la reconnaissance, à l'amélioration et au développement d'une démarche à dessein professionnalisant qui facilite et accroît les chances d'intégration de toute une jeunesse désœuvrée et défavorisée.

L'association ESSOR, les équipes qui œuvrent sur les terrains ainsi que leurs partenaires commencent à s'investir dans la transformation de leurs savoirs en connaissances partageables. Si elles veulent poursuivre leurs actions, les faire progresser, opérer des changements d'échelles, il faut qu'elles poursuivent ce travail de valorisation de ce qu'elles savent faire, qu'elles théorisent et modélisent leur savoir-faire pour ne pas les perdre et qu'elles convertissent leurs connaissances tacites en connaissance explicites. C'est se donner les clefs pour préparer l'avenir. Les acteurs de terrain doivent continuer à affronter sans complexe ce challenge en gardant en mémoire cette phrase :

« Si notre jeunesse est et continue d'être éduquée correctement notre cité prospérera, sinon … le pire est à craindre. »
Platon

Première rencontre Sud - Sud/Brésil-Mozambique du projet Ligaçào - Oct . 2011 - Beira Mozambique

ANNEXE

Les institutions internationales et les stratégies qu'elles développent

Plusieurs institutions internationales portent un intérêt croissant à la Formation et à l'Insertion Professionnelle notamment dans les pays en développement. On peut citer l'Union Européenne et la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, la Coopération Allemande (GIZ) et la Coopération Luxembourgeoise, mais aussi l'Organisation Internationale du Travail. Ces institutions font des analyses et ont des approches différentes sur cette thématique et donc des modalités d'interventions distinctes pour contribuer à la résolution du problème.

L'Union Européenne n'a pas de stratégie et de politique spécifiques sur la Formation et l'Insertion Professionnelle concernant les pays en développement, hormis pour les pays euro-méditerranéens au travers du programme MEDA. Le développement et le renforcement des actions liées à la **formation professionnelle sont intégrés dans sa politique d'appui à la réalisation des Objectifs Du Millénaire dans le cadre de l'axe Education.** Par contre, elle a une stratégie d'excellence à l'égard des pays membres de l'Union Européenne et met en œuvre différents programmes à cet effet en y investissant des montants financiers importants.

Elle est soutenue dans le développement de sa politique par des organismes européens au service de la formation professionnelle tel le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle qui a pour mission d'apporter son concours à la Commission, en vue de favoriser, au niveau communautaire, la promotion et le développement de la formation professionnelle et de la formation continue ou encore la Fondation Européenne pour la Formation qui intervient dans les pays en attente d'adhésion, ainsi que dans le bassin méditerranéen en permettant aux pays partenaires d'entreprendre une réforme de leurs systèmes d'enseignement et de formation professionnels.

Pour ***la Banque Mondiale*** la **formation professionnelle** n'est pas un domaine d'activité directe, mais elle est à la fois **incluse dans le thème de l'éducation** (notamment par le biais de l'éducation dans une société de la connaissance) **et dans le thème du marché du travail,** qui est lui-même un sous-ensemble du thème de la protection sociale. L'éducation et la protection sociale sont identifiées par la Banque comme étant des thèmes majeurs du développement qu'elle essaie de promouvoir.

Les interventions de la Banque dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle sont largement basées, notamment en ce qui concerne l'Afrique Sub-saharienne, sur un document de politique générale adopté en 1991. Il développe l'idée que les pays en développement qui veulent améliorer leur productivité économique ont besoin d'une main d'œuvre flexible apte à acquérir les compétences nécessitées par les mutations de l'économie et du marché du travail. Les recommandations proposent de mettre en œuvre des programmes qui renforcent l'éducation, encouragent le développement du secteur privé, améliorent l'efficience et l'efficacité du secteur public et incluent la formation comme mesure complémentaire dans les programmes destinés à améliorer les revenus des populations pauvres et socialement désavantagées. Elle considère par ailleurs qu'il faut un partenariat équilibré entre public et privé de l'offre dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle.

Même si l'UE et la BM ont fait le choix d'intégrer dans leur politique la Formation et l'insertion Professionnelle, il s'avère que leurs approches et modalités d'intervention sont différentes. La première insère la FIP dans la thématique générique de l'éducation, la seconde l'intègre dans deux thématiques que sont l'éducation et le marché du travail.

Pour ***L'Agence Française de Développement*** (AFD) la formation professionnelle est un investissement majeur pour les pays en développement en raison de ses effets de levier sur la croissance et l'emploi, mais aussi sur la capacité de ces pays à s'adapter au contexte de mondialisation des échanges et de multiplication des crises économiques, sanitaires et climatiques. Face à des dispositifs de formation professionnelle souvent dépourvus de moyens et répondant difficilement aux besoins économiques et sociaux, l'AFD promeut des **dispositifs guidés par la demande économique, visant à répondre aux besoins des entreprises et favorisant l'insertion sociale des jeunes par l'emploi.**

Les interventions de l'AFD, qu'elles soient à destination des autorités publiques ou des opérateurs économiques privés, se fondent sur le principe fondamental d'un **partenariat stratégique et opérationnel entre l'État et la société civile** (représentants d'employeurs, branches professionnelles, fédérations artisanales, etc.) en vue de promouvoir une formation adaptée aux besoins réels du secteur productif et d'assurer une meilleure gouvernance des dispositifs de formation. Ainsi, **les acteurs économiques sont placés au cœur du processus de conception, de réalisation et de gestion** d'un nouveau système de qualification des ressources humaines nationales.

Pour être toujours plus efficace, l'AFD promeut aussi les partenariats institutionnels et s'est rapprochée des organismes de coopération allemande (GIZ) et du Luxembourg (Lux-Dev), qui font référence dans le secteur, et a signé avec eux un protocole de partenariat en septembre 2009 qui eux aussi s'inscrivent dans des logiques très proches et surtout des modalités de formation qui encouragent l'alternance et l'apprentissage aujourd'hui reconnues pour garantir une meilleure employabilité des formés.

Pour ***la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*** (GIZ) sa stratégie s'inscrit et est soutenue d'une part, par les programmes d'actions du Gouvernement Fédéral Allemand et d'autre part les ODM définis par les Nations Unies. La logique qui sous tend la politique d'intervention de la GIZ part du postulat que l'**emploi et l'auto-emploi productifs sont les meilleures armes pour lutter contre la pauvreté.**

Pour ce faire la formation professionnelle :

► fait appel aux ressources des populations et des entreprises ;

contribue à dynamiser l'économie ;

► aide les populations à développer leurs capacités et compétences.

Dans l'intervention elle : favorise toutes **les associations publquesc-privées** (PPA), encourage les méthodologies innovantes d'enseignement qui intègrent plusieurs dimensions (**compétences techniques et savoirs sociaux)**, contribue au soutien de la **diversité dans la fourniture d'éducation et de formation**, enfin combine la formation professionnelle avec des appuis spécifiques dans le domaine de **la politique économique**, du développement du **secteur privé** et/ou au développement des **systèmes financiers**. Ainsi les gens qui ont suivi une formation ont plus d'opportunités pour trouver un emploi.

Pour ***l'Organisation Internationale du Travail (***OIT - ILO) : son but fondamental est de « promouvoir l'accès des hommes et des femmes à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. ». L'OIT fournit des compétences dans différents secteurs dont ceux de la formation et notamment dans les domaines de « la formation et de la réadaptation professionnelle » ainsi que ce qui lie la formation à la politique de l'emploi et au droit du travail. Elle contribue à élaborer des normes internationales du travail qui sont des instruments juridiques définissant les principes et les droits minimums au travail. Il s'agit soit de **conventions,** qui sont des traités internationaux juridiquement contraignants et pouvant être ratifiées par les États Membres, soit de **recommandations**, qui servent de principes directeurs ayant un caractère non contraignant.

► **Auteur** : *Jean Sébastien Canals*

► **Contributeurs** : *Jean Philippe Delgrange, Christophe Legay, Frédéric Barbotin, Pauline Mudry, Priscilla Dijoux, Ambroise le Moal, Agnés Ellouz Pires*

► **Relecture version française** : *Dr Francis Baudet, Pierre Luc Vacher*

► **Traduction en portugais** : *Jean Sébastien Canals*

► **Relecture version portugaise** : *Etienne Anginot, Frédéric Barbotin,*

► **Zones Géographiques** : *Brésil, Mozambique, Tchad,*

► **Domaine(s)** : *jeunes défavorisées, éducation, formation professionnelle, insertion professionnelle, emploi, entreprises, politiques publiques, démarche d'intervention, méthodes, outils*

► **Maquettage** : *Jean Sébastien Canals, Andréa Seeling, Céleste Wallaert*

► **Crédit photos** : *ESSOR, JSC-Consulting*

JSC-consulting

Gacc
Promovendo o Desenvolvimento Social nas comunidades carentes do Ceará.

amazona
Associação de Prevenção à AIDS

GACC-MA
Grupo de Apoio às Comunidades Carentes do Maranhão

CEMAR

adeis
Associação para o Desenvolvimento Integrado e Sustentável

AÇÃOSOCIAL
DIOCESANA DE PATOS

AMDEC
Reduzir a pobreza promovendo a cidadania
Associação Moçambicana para o Desenvolvimento Concertado

ESSOR
Soutien - Formation - Réalisation
Association de Solidarité Internationale

UPA
Unidos Para Ajudar
Profissionalização, educação e comunidades proactivas

Brésil
240, rua José Serrano Navarro, Castelo Branco II
CEP 58050 Joa Pessoa-Paraiba
tel +55 83 32 35 85 74 essor@essorbrasil.org

92, rue de la Reine Astrid,
59700 Marcq en Baroeul -FRANCE
+ tel 0320830415 essor.contact@free.fr

Imprimé par **www.copy-media.net**

Mozambique
2651, rua de Coimbra
CP 4520 Maputo
tel: +258 21 41 98 57 - essormoz@tvcabo.co.mz

Gacc
Promovendo o Desenvolvimento Social nas comunidades carentes do Ceará.

amazona
Associação de Prevenção à AIDS

GACC-MA
Grupo de Apoio às Comunidades Carentes do Maranhão

CEMAR

adeis
Associação para o Desenvolvimento Integrado e Sustentável

AÇÃOSOCIAL
DIOCESANA DE PATOS

AMDEC
Reduzir a pobreza promovendo a cidadania
Associação Moçambicana para o Desenvolvimento Concertado

ESSOR
Soutien - Formation - Réalisation
Association de Solidarité Internationale

UPA
Unidos Para Ajudar
Profissionalização, educação e comunidades proactivas

Brésil
240, rua José Serrano Navarro, Castelo Branco II
CEP 58050 Joa Pessoa-Paraiba
tel +55 83 32 35 85 74 essor@essorbrasil.org

92, rue de la Reine Astrid,
59700 Marcq en Baroeul -FRANCE
+ tel 0320830415 essor.contact@free.fr

Mozambique
2651, rua de Coimbra
CP 4520 Maputo
tel: +258 21 41 98 57 - essormoz@tvcabo.co.mz

► **Autor** : *Jean Sébastien Canals*

► **Contribuições**: *Jean Philippe Delgrange, Christophe Legay, Frédéric Barbotin, Pauline Mudry, Priscilla Dijoux, Ambroise le Moal, Agnés Ellouz Pires*

► **Revisão da versão francesa** : *Dr Francis Baudet, Pierre Luc Vacher*

► **Tradução para o português** : *Jean Sébastien Canals*

► **Revisão da versão portuguesa** : *Etienne Anginot, Frédéric Barbotin,*

►**Áreas geográficas** : *Brasil, Moçambique, Chade,*

► **Domínio(s)** :*Jovens desfavorecidos, educação, formação profissional, inserção profissional, emprego, empresas, politicas públicas, abordagem de intervenção, métodos, ferramentas.*

► **Maqueta**: *Jean Sébastien Canals, Andréa Seeling, Céleste Wallaert*

►**Crédito fotos** : *ESSOR, JSC-Consulting*

JSC-consulting

Durante a intervenção o GIZ :promove todas as associações público-privadas (PPA), estimula as metodologias inovadoras de ensino que integram diversas dimensões (competências técnicas e conhecimento social), contribui para o apoio da diversidade na oferta de educação e formação , combina a formação profissional com suportes específicos no domínio da política económica, o desenvolvimento do sector privado e/ou o desenvolvimento de sistemas financeiros. Assim, as pessoas que foram formadas têm mais oportunidades de encontrar um trabalho.

Para a Organização Internacional do Trabalho (OIT - ILO), o seu objectivo fundamental é o de «promover o acesso de homens e mulheres a um trabalho digno e produtivo em condições de liberdade, equidade, segurança e dignidade humana". A OIT fornece competências em diversos sectores, incluindo as de formação, nomeadamente nas áreas de « formação e a reabilitação profissional» como também as que ligam a formação à política de emprego e ao direito do trabalho. Contribua para desenvolver normas internacionais do trabalho que são instrumentos jurídicos que definem os princípios e os direitos mínimos para trabalhar. Trata-se ou de convenções, que são Tratados legais internacionais juridicamente constrangedores e que podem ser ratificados pelos Estados-Membros, ou então recomendações, que servem como princípios orientadores e que não são obrigatórios.

Mesmo se a União Europeia e o Banco Mundial escolhessem integrar na sua política a formação e inserção profissional, verifica-se que as suas abordagens e modalidades de intervenção seriam diferentes. A primeira insere a FIP no tema genérico da educação, a segunda coloca-a em dois temas que são a educação e o mercado de trabalho.

Para a Agência Francesa de Desenvolvimento (AFD) a formação profissional é um investimento essencial para os países em desenvolvimento devido aos seus efeitos de alavancagem sobre o crescimento e o emprego, mas também sobre a capacidade destes países para adaptar-se às ao contexto de globalização dos mercados e à multiplicação de crises económicas, sanitárias e climáticas. Face aos dispositivos de formação profissional frequentemente desprovidos de meios e respondendo com dificuldade às necessidades económicas e sociais, a AFD promove dispositivos guiados pela procura económica, com o objectivo de satisfazer as necessidades das empresas e favorecendo a inclusão social dos jovens através do emprego.

As intervenções da AFD, sejam destinadas às autoridades públicas ou aos operadores económicos privados, são baseadas no princípio fundamental de uma parceria estratégica e operacional entre o Estado e a Sociedade Civil (representantes dos empregadores, ramos profissionais, federações de artesanato, etc.) afim de promover uma formação adaptada às reais necessidades do sector produtivo e de assegurar uma melhor governança dos dispositivos de formação. Assim, agentes económicos são colocados no coração do processo de concepção, implementação e gestão de um novo sistema de qualificação de recursos humanos nacionais.

Para ser ainda mais eficaz, a AFD também promove parcerias institucionais e aproximou-se das instituições de cooperação alemã (GIZ) e de Luxemburgo (Lux - Dev), Com estas instituições de referência no sector, assinou um protocolo de parceria em Setembro de 2009. Também trabalham com uma lógica muito semelhante e sobretudo com modalidades de formação que incentivam a alternância e a aprendizagem hoje reconhecidas para assegurar uma melhor empregabilidade dos formandos.

Para a Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) a sua estratégia faz parte e é suportada por um lado, pelas acções dos programas do Governo Federal alemão e por outro lado pelos ODM definidos pelas Nações Unidas . A lógica por detrás da intervenção da GIZ é de que o emprego e auto-emprego produtivo são as melhores armas para combater a pobreza.

Para isso, a formação profissional:

- ►utiliza os recursos das populações e empresas;;
- ►contribua para impulsionar a economia;
- ► ajuda as pessoas a desenvolverem suas habilidades e competências.

As instituições internacionais e as estratégias que desenvolvem

Várias instituições internacionais têm revelado um interesse crescente pela formação e a inserção profissional, em particular nos países em desenvolvimento. Podemos referir a União Europeia e o Banco Mundial, a Agência Francesa de Desenvolvimento, a Cooperação Alemã (GIZ) e a Cooperação Luxemburguesa, mas também a Organização Internacional do Trabalho. Estas instituições fazem análises e têm abordagens diferentes sobre esta temática. Portanto as modalidades de intervenções para contribuir para a resolução do problema são distintas.

A União Europeia não tem nenhuma estratégia e política específicas sobre a formação e a inserção profissional relativamente aos países em desenvolvimento, excepto para os países euro mediterrânicos através do programa MEDA. O desenvolvimento e o fortalecimento das acções relacionadas com a formação profissional estão integrados na sua política de apoio para a realização dos Objectivos Do Milénio no eixo da educação. Por outro lado a UE tem uma estratégia de excelência para os países membros da União Europeia e implementa vários programas bem como investe neste sentido montantes financeiros significativos.

É apoiada no desenvolvimento da sua política por organizações europeias ao serviço da formação profissional como o Centro Europeu para o Desenvolvimento da Formação Profissional com a missão de prestar assistência à Comissão, para promover, a nível comunitário, a promoção e o desenvolvimento da formação profissional e a formação continua, ou mesmo a Fundação Europeia para a formação que estão envolvidos os países candidatos à adesão, bem como na Bacia mediterrânea, permitindo aos países parceiros iniciar uma reforma dos seus sistemas de formação e educação profissional.

Para o Banco Mundial a formação profissional não é um sector de actividade directo, mas é incluída no tema da educação (em particular através da educação na sociedade de conhecimento) e no tema do mercado de trabalho, que é em si um subconjunto do tema da protecção social. Educação e protecção social são identificadas pelo Banco como sendo os principais temas de desenvolvimento que está a tentar promover.

As intervenções do banco no campo do ensino e da formação profissional são amplamente baseadas, especialmente em África subsaariana, num documento de política geral adoptado em 1991. Defende a ideia de que os países em desenvolvimento que desejam melhorar sua produtividade económica precisam de uma força de trabalho flexível capaz de adquirir as competências requeridas pelas mutações da economia e do mercado de trabalho. As recomendações sugerem implementar programas para reforçar a educação, estimular o desenvolvimento do sector privado, melhorar a eficiência e a eficácia do sector público. Inclua a formação como medida complementar dos programas destinados a melhorar o rendimento das populações pobres e socialmente desfavorecidas. Também considera que deve haver uma parceria equilibrada entre público e privado relativamente à oferta no domínio da educação e da formação profissional.

ANEXO

A associação ESSOR, as equipas que trabalham nas zonas de intervenção e os seus parceiros começam a investir na transformação dos seus saberes em conhecimentos compartilháveis. Se querem continuar suas acções, progredir, realizar mudanças de escalas, devem continuar este trabalho de valorização, teorizar e criar modelos do seu saber-fazer para não o perder de forma a converter seus conhecimentos tácitos em conhecimentos explícitos. Isso é dar-se as chaves para o futuro. Os actores nas zonas de actuação devem continuar a enfrentar este desafio tendo em mente esta frase:

«Se nossos jovens forem e continuarem a ser educados correctamente nossa cidade prosperará, caso contrário... devemos temer o pior.»
Platão

Première rencontre Sud - Sud/Brésil-Mozambique du projet Ligação - Oct . 2011 - Beira Mozambique

Algumas palavras para concluir

" … Durante muito tempo a formação e a inserção profissional foram esquecidas a favor da educação básica, que representa um dos objectivos do Milénio. Portanto, a formação profissional é de uma importância estratégica. Representa uma garantia de benefícios económicos significativos para as empresas nos países em desenvolvimento e constitui para as pessoas um meio de combater eficazmente à pobreza. O impacto da formação profissional é duplo:

► permitir aos jovens e adultos melhorar suas competências, aumentar as suas possibilidades de inserção profissional e poder aspirar a um rendimento decente. Por isso, deveria fazer parte integrante de uma estratégia de redução sustentável da pobreza e de facilitar o acesso ao emprego;
► permitir ás empresas, através da melhoria das competências profissionais dos trabalhadores, de aumentar a qualidade de seus produtos e serviços, de melhorar seu potencial de inovação e competitividade e passar de uma lógica de sobrevivência para uma lógica de crescimento. A formação participa, assim, na revitalização das economias nacionais dos países em desenvolvimento. … « (actos da conferência GEFOP-. nov de 2007).

A ONG francesa ESSOR envolvida, desde 1992, nos bairros mais desfavorecidos dos centros urbanos dos países em desenvolvimento com jovens pobres e desamparados, desenvolve uma abordagem desde o início da sua acção em diferentes níveis, sempre posicionando o indivíduo no centro da intervenção de acordo com os valores humanísticos que animam os membros e os profissionais desta associação do norte da França.

As suas acções particularmente em termos de Formação e Inserção Profissional mobilizam desde há mais de 15 anos uma cadeia de actores, em torno de um conceito, abordagem, métodos e ferramentas com objectivo de:*:*

► permitir aos jovens mais desfavorecidos de adquirir conhecimentos, competências, capacidades profissionais, orientá-los, acompanhá-los na inserção no mercado de trabalho e ajudá-los a integrar-se e tomar o seu lugar dentro das sociedades em que eles evoluem;

► desenvolver saber-fazer, métodos, ferramentas concebidas, experimentadas e adaptadas aos diferentes contextos, mas também reforçar, melhorar e fazer progredir as competências, e as práticas profissionalizando actores da sociedade civil do Sul, parceiros das acções;

►criar impactos junto dos actores da sociedade económica, pública e política desenvolvendo colaborações disseminando amplamente os conhecimentos, contribuindo a argumentação sobre, para e em torno do reconhecimento da FIP como instrumento para a integração da juventude e contribuinte da paz social;

► mobilizar os saberes, meios, recursos humanos e financeiros (directos e indirectos), nacional e internacional para contribuir ao reconhecimento, a melhoria e ao desenvolvimento de uma abordagem profissionalizante que facilita e aumenta as possibilidades de integração de toda uma juventude desocupada e desfavorecida.

Priscilla Dijoux – Projecto FIP - Moçambique

"… A ESSOR naturalmente posicionou-se como mobilizador dos actores da FIP para permitir uma melhor integração dos jovens. A realização de encontros entre os centros de formação profissional (CFP), as empresas, as associações das comunidades, governo e instituições de micro finança tiveram como impacto uma profissionalização destes actores e a criação de novas parcerias.

Os CFP estão agora em ligação directa com as empresas, eles têm sistematizado o estágio profissional e adaptado seu programa de formação às necessidades do mercado. A INEFP esta agora mais perto das associações comunitárias afim de certificar as formações profissionais nos bairros e divulgar as suas oportunidades de emprego.

Actividades novas e inicialmente não planeadas foram iniciadas: por exemplo, a abertura de uma Agência social e solidária de emprego onde os fundos levantados permitem o financiamento de formações para outros jovens desfavorecidos. Foi implementado um programa de responsabilidade social das empresas onde elas são envolvidas na formação profissional e financiam a formação de jovens de bairros vulneráveis. Foram tantas iniciativas que estimulam o programa FIP dentro da ESSOR e de toda rede implementada com os outros países de intervenção. A nossa visão não se limita a um projecto, um país, mas a um programa que abrange quatro países até hoje...»

Agnés Ellouz Pires – Projecto FIP – Moçambique

"… O programa FIP em Moçambique defronta-se actualmente com um desafio real que consiste sua implementação nas zonas rurais e a mobilização das suas equipas na sua capacidade de ser criativas para ter sucesso neste desafio que terá um impacto no conjunto das acções FIP dentro da ESSOR.

O acesso à informação constitui um parâmetro essencial para todas as acções. O lançamento do projecto multi país LigAção é importante porque permite intercâmbios frequentes entre as equipas e os seus parceiros, as concertações sobre as abordagens, uma harmonização das ferramentas, encontros Sul/Sul que facilitam as transferências de conhecimentos, de saber-fazer, em vários níveis: do técnico até o institucional, do nível local até o internacional."

Estes processos induzem mudanças notáveis dentro da estrutura ESSOR que se adapta, se profissionalizae ganha novos reconhecimentos.

Pauline Mudry – Responsavel do Programa FIP na sede de ESSOR

«... aqui estão algumas reflexões sobre as mudanças da ESSOR que eu vi e vivi durante 2 anos. Em primeiro lugar, uma melhoria muito significativa dos intercâmbios, da partilha e da circulação das informações entre os projectos, o que nos permitiu progressivamente ser melhor estruturado e mais coerente na nossa intervenção, sistematizar determinados procedimentos e, portanto avançar com mais «facilidade» em novas áreas (Chade, Guiné Bissau).

Os intercâmbios Sul-Sul e o projecto multi país têm fortemente contribuído para o reforço do sector FIP. Não se pensa unicamente por projecto. A visão da ESSOR evoluiu, estamos a viver uma mudança de escala. Os novos projectos apresentados contemplam muito mais os aspectos de política pública FIP, como influenciá-las, como co-financiar as acções FIP (co-financiamento público ou privado) a fim de garantir a sua inserção no tecido económico local que irá assegurar a sustentabilidade destas acções … »

Ambroise Le Moal – representante da ESSOR no Chade

«Eu tive a oportunidade de participar na implementação das acções da ESSOR no Chade através do projecto trampolim, um projecto que visa a integração social dos jovens em dois bairros de Ndjamena. Na época, a responsável do programa FIP ainda não estava ainda a trabalhar. Quando a nível da sede fui informado do início das acções da FIP no Chade questionava-me como proceder e quais eram os actores chaves com quem trabalhar.

Os numerosos contactos com Pauline, a RP da FIP e especialmente a descoberta do documento de capitalização sobre a metodologia FIP elaborado pela ESSOR ajudou-me muito e permitiu-me de ver rapidamente e claramente como seria articulado esse projecto. Certamente tive que adaptar algumas das ferramentas ao contexto económico e social chadiano, mas o processo e a abordagem manteve-se inalterados.

No Chade, as acções FIP desenvolvidas pela ESSOR revelaram rapidamente um grande interesse da parte das autoridades públicas. Logo no primeiro ano foi concluído um acordo de parceria com ONAPE (serviço público do emprego). Todos os intervenientes presentes (serviços públicos de emprego, OCB, CFP, empresas) reconheceram a relevância da abordagem da ESSOR e o interesse das experiências passadas do Brasil e Moçambique que fornecem aos RP dos novos países (Chade, GB) exemplos concretos.

A ESSOR na base de um processo de investigação-acção tem produzido uma abordagem, uns métodos e ferramentas que lhe permite iniciar confortavelmente, seja a mudança de escala num país, seja a implementação em novos países. A ESSOR hoje criou uma rede FIP em cinco países em que pode basear a sua credibilidade e posicionar-se em muitos debates. A ESSOR estruturou conhecimentos através de competências e experiências que lhe dão mais reconhecimento e profissionalismo sobre esse tema.»

Frédéric Barbotin – Representante da ESSOR no Brasil

A experiência adquirida pela ESSOR no campo da FIP ao longo do seu percurso teve efeitos determinantes para o desenvolvimento institucional da associação. Tinha de ser feitos um esforço de compreensão do ambiente no qual as nossas acções se inscrevem para propor respostas adaptadas. Tivemos de desenvolver novas estratégias e capacidades para manter um diálogo permanente com os diferentes sectores da sociedade, que desempenham um papel na questão da formação e inserção. O objectivo consistia em reforçar as competências locais e envolver a nossa abordagem a longo prazo para além de uma acção temporal e focalizada. Estas estratégias rapidamente ultrapassaram o quadro da FIP abrindo novas perspectivas de acções e de cooperação.

O «capital» da ESSOR foi valorizado não só graças ao reforço das suas competências em termos de organização e ajustamento institucional como também das dos seus parceiros em determinadas áreas. Foi necessário articular e mobilizar as redes, mas também inserir-se naquelas que ofereciam um quadro favorável a esta abordagem e uma forte legitimidade. Finalmente, foi e ainda é hoje necessário agir e interagir com os conselhos paritários, reconhecendo a sua legitimidade para o controle social das políticas públicas.

A ESSOR, hoje, com os seus parceiros locais, abriu novas perspectivas técnicas, financeiras e institucionais no Brasil para garantir a sustentabilidade das suas acções e tornar legítimo o papel de uma ONG europeia num país onde a sociedade civil organizada tem um lugar importante nos espaços de decisões políticas.

Tecnicamente, a construção metodológica tornou-se um processo colectivo e participativo que agrega tanto o capital das ONGs parceiras como as etapas realizadas pelos actores públicos e privados.

Financeiramente, a cooperação internacional já não é a principal fonte de recursos para o apoio deste tipo de acção, foi necessário integrar as expectativas dos financiadores privados e públicos e mobilizar a solidariedade local.

Institucionalmente, o reconhecimento e a consideração do capital adquirido pela ESSOR favoreceram uma participação mais activa no processo de discussão e de implementação de políticas públicas.

A evolução desses parâmetros teve por consequências a definição de novas relações de parceria, tendo em conta o valor acrescentado de cada interlocutor com a preocupação constante em continuar a responder o melhor possível às realidades das populações mais desfavorecidas.

Finalmente, esta abordagem construída ao longo dos últimos 20 anos pela ESSOR necessitou da parte da associação nestes últimos 5 anos, de uma visão cada vez mais estratégica não só num território específico ou numa acção particular, mas também no conjunto do seu campo de acção geográfico e temático. Desde 2009, a ESSOR abriu novas perspectivas. Na continuidade da sua missão, incentivou e reforçou as sinergias técnicas e institucionais para promover e suportar a transferência de saber em diferentes países onde a ESSOR actua e ao lado dos parceiros envolvidos para a redução das desigualdades sociais.

Jean Philippe Delgrange – Director da ESSOR

Para a ESSOR trabalhar no sector da FIP têm produzido algumas mudanças significativas:

- A FIP é um campo que interessa muitos actores, incluindo às autoridades públicas porque as acções nesta área podem ter um impacto directo na redução da pobreza. De facto, a FIP levou-nos a trabalhar com um grande número de actores públicos e privados, incluindo as empresas, particularmente no Sul, com os quais tínhamos muito pouco contacto até agora;
- A FIP também nos levou entrar em contacto com intervenientes desta área em França (trabalhando no território francês e também nos países do Sul). Estes contactos foram e ainda são interessantes para a associação e abriram novos caminhos;
- A implicação destes numerosos actores no Norte e no Sul mostrou a necessidade de criar na sede um posto de chefe de programa, para trabalhar sobre a coerência das nossas actividades em diferentes países, mas também para assegurar a ligação com os parceiros no Norte e com a capitalização;
- Com a FIP começamos realmente a dedicar tempo nas acções de capitalização, através de uma melhor divulgação das nossas metodologias de forma a que sejam reproduzidas e enriquecedoras para os outros actores;
- Estas evoluções na área da FIP nos levou criar mais formalmente os nossos três principais sectores de intervenção (FIP, Educação, Desenvolvimento agrícola) e teve também um impacto em termos de organização geral da ESSOR, com a implementação em 2010 de três responsáveis de programa;
- Finalmente, se a questão da sustentabilidade é uma questão que está no centro de todas as nossas acções, coloca-se sobretudo na área da FIP. Neste sentido demos um passo enfrente relativamente à nossa participação nos diversos fóruns e espaços de discussão das políticas públicas.

O que a experiência induziu como mudanças dentro da ONG ESSOR

15 anos de intervenção no Brasil, Moçambique, Cabo Verde, Chade e Guiné-Bissau, com a implementação de um processo de investigação - acção em torno da Formação e da Inserção Profissional dos jovens nos bairros desfavorecidos, com as mudanças, as evoluções, as mutações subjacentes, têm progressivamente permitido estabelecer as bases de uma metodologia cujos resultados são reconhecidos em vários aspectos e têm muitas vezes impactado a vida da estrutura da ESSOR.

Em 2008 a ESSOR tomou a decisão estratégica de criar a função de referente temático (designado Responsável de Programa). No que diz respeito à FIP essa função foi assegurada pelo Director até ao ano de 2010 quando foi contratada uma pessoa que actualmente conduz este sector de actividade.

No mesmo ano, uma avaliação participativa em João Pessoa (Brasil) realisada pelo Ariane Delgrange destaca a importância das sinergias nacionais e internacionais. Liderada por Frédéric e Christophe (representantes Brasil e Moçambique) nascerá um projecto FIP multi país. Esta acção foi determinante e permitiu o posicionamento da ESSOR neste tema e ao mesmo tempo, o reforço das competências dos parceiros locais.

Em 2010 a chegada de Pauline Mudry responsável pela gestão deste sector rapidamente ajudou a consolidar as abordagens, criar sinergias entre eles, a fazer evoluir as ferramentas em função do contexto e das competências dos técnicos e actores locais de uma forma participativa. Permitiu também melhor avaliar as mudanças das realidades locais e dos sistemas em que evoluem e especialmente reposicionar constantemente o papel que deve ter a ESSOR. Um impressionante trabalho transversal, integrando a experiência da FIP nos 3 países da intervenção permite então de chegar a uma nova dimensão e perspectivar serenamente algumas mudanças.

Tecnicamente as acções nos países, através dos financiamentos internacionais (UE, AFD, ...) abrem cada vez mais eixos de reflexão e de intervenção que obriga a estrutura em França a adaptar-se de forma a manter uma coerência global sobre a temática. A ESSOR acompanha mais e melhor o fortalecimento institucional das Organizações da Sociedade Civil tanto a nível das associações de bairros, como das ONG parceiras. Ajuda a pôr em prática os mecanismos e instrumentos que facilitam a adequação entre a oferta e a procura de formação. Contribua para a criação ou a implementação de espaços de diálogo entre centros de formação públicos e privados. Desenvolve dinâmicas e eventos, associando representantes da sociedade civil, para questionar as autoridades públicas sobre as políticas, a sua construção, implementação e acompanhamento na área da formação e inserção profissional. Mobiliza tanto a Sul como a Norte recursos para responder à procura favorecendo os intercâmbios Sul-Sul e Norte-Sul.

Progressivamente a estrutura construiu um verdadeiro programa que hoje lhe permite enfrentar novos desafios que são: a intervenção nas zonas rurais, a intervenção junto de um público mais numeroso e a intervenção noutros países como no Chade, onde logo no inicio foi desenvolvida uma abordagem sistémica com grande sucesso.

Au niveau des centres de formation

As empresas que recrutam desejam ter pessoal competente, qualificado e que seja capaz de realizar as tarefas necessárias. No entanto, constatamos uma insuficiente adequação entre a procura e a oferta de formação. As equipas da ESSOR e os seus parceiros gradualmente criaram espaços de reuniões, oficinas, seminários sectoriais que fomentarão o encontro entre os profissionais da formação técnica e as empresas públicas e privadas. Isto permitiu a realização de algumas adaptações no sentido: i) de por em concordância a oferta e a procura, ii) de melhorar a qualidade das formações, iii) de ter um maior reconhecimento dos centros que aceitam essas alterações.

Os centros de formação profissional permitem aprender uma profissão, formar em alternância, aperfeiçoar, actualizar os conhecimentos, validar aprendizagens anteriores,... para os jovens que vivem à margem da sociedade é muitas vezes uma segunda chance oferecida. Isso não significa que sejam ofertas de formação baratas, bem pelo contrário, ...

▪ A nível do sector empresarial privado

A ESSOR e as equipas no terreno, desde o lançamento das acções em 1992 e, estabeleceu relações específicas e privilegiadas com o mundo empresarial privado. A sua rede de parceiros empresariais em França é uma base importante para a estrutura. Nos vários locais de intervenção encontram-se situações específicas a cada país, mas na relação com o mundo empresarial (formal e informal), há uma abordagem idêntica que contribui grandemente para o sucesso dos projectos desenvolvidos e para inovação em determinadas áreas: formação alternada, desenvolvimento de cartas de responsabilidade social das empresas, que se concretiza com empregos reservados para jovens oriundos dos bairros desfavorecidos, mas também pelo co-financiamento da formação destes jovens (patrocínio).

A nível das autoridades locais e nacionais

A inserção da estrutura ESSOR e de seus projectos de FIP na esfera pública, tanto a nível local como nacional é baseada no sucesso das acções efectuadas especificamente com jovens de bairros desfavorecidos.

A abordagem desenvolvida pode contribuir para a optimização dos investimentos por todos os intervenientes e ter um impacto sobre as autoridades e os decisores políticos, fornecendo-lhes estratégias de intervenção inovadoras, relevantes, que funcionam e que podem contribuir plenamente para a integração dos jovens de bairros desfavorecidos. A ESSOR progressivamente posiciona-se como um parceiro-chave para essas autoridades decisoras.

O posicionamento e a contribuição da ESSOR sobre a temática da FIP

O posicionamento e as contribuições da ESSOR sobre a temática da Formação e Inserção Profissional, foram e são significativas em diferentes níveis e consoante o tipo de publico. Se considerarmos a experiência do Brasil, de Moçambique ou do Chade, é sempre na transversalidade, que a estrutura ESSOR:

►posiciona sua acção para os jovens desfavorecidos,

►se inscreve num processo de autonomização das estruturas parceiras

► se inscreve num processo de autonomização das estruturas parceiras,

► contribua para a profissionalização dos Centros de Formação,

► reforça as parcerias activas com o sector empresarial

►assenta a sua intervenção junto das autoridades locais no debate público e na intervenção dos Estados Etats.

Au niveau des jeunes des quartiers

Intégration des jeunes dans le secteur formel et informel, en emploi salarié ou en auto-emploi, intégration et positionnement dans une société « normalisée », impact qu'ils ont sur leur environnement social dans les quartiers, sur leur cercle de proches (parents et amis) sont des résultats très probants, mesurables et qui marquent le paysage socio-économique local.

Même dans ces espaces délaissés par les grands acteurs institutionnels, ESSOR a démontré qu'il est possible de lancer des dynamiques formatives et d'insertion dans un cercle vertueux de développement civique et économique pour de nombreux jeunes qui, en temps normal, seraient laissés pour compte par le système dominant et viendraient gonfler la masse des désœuvrés qui évoluent souvent dans des systèmes de « non droits » extrêmement violents.

▪ **Ao nível das associações e ONG locais**

São intermediários indispensáveis, implantados em espaços de vida abandonados pelos poderes públicos, Estão familiarizados com os modos de funcionamento, as dificuldades, mas também as potencialidades das pessoas que ali vivem. São os representantes e defensores dessas populações. Também têm pontos fracos (competências limitadas, capacidades restritas, visibilidade limitada,...). No entanto são geralmente proactivos e são capazes evoluir rapidamente, nomeadamente em torno de programas de FIP e apoiá-los. Para os mais profissionais são capazes de dirigir acções a longo prazo, defender causas, fazer lobby, negociar ajudas ou financiamentos junto das autoridades locais ou nacionais e tornar-se actores incontornáveis.

A direcção da ESSOR e as equipas que trabalham no terreno implementam apoios específicos para as associações e as ONG nacionais. Contribuam para o desenvolvimento da abordagem junto dos actores não-governamentais, mas sobretudo iniciar processos que perduraram e que serão factores de mudanças. Todos concordam em reconhecer que a FIP é um excelente tema sobre ao qual se deve «aliar" a sociedade civil, o sector empresarial privado e sector público porque eles são sem dúvida os mais interessados. Há aqui um desafio importante para as próximas décadas para o qual a ESSOR contribuirá activamente .

▲ *Relativamente à instituição ESSOR*

Métodos e ferramentas

Na base do método e das ferramentas elaboradas ao longo dos anos, os utilizadores no terreno, consoante as necessidades e evolução do contexto, têm todas as possibilidades para "apetrechar" a caixa de ferramenta que foi concebida.

As equipas têm plenamente interiorizado o facto de que estas produções são aperfeiçoáveis, adaptáveis e que têm por objectivo a melhoria do desempenho em termos de produção de resultados, mas também que é necessário ter em conta a sua eficiência e acessibilidade para assegurar a sustentabilidade.

Dois objectivos principais são assim definidos: i) ter a capacidade de adaptar-se, melhorando o desempenho das ferramentas e ii) ser capaz de produzir métodos facilmente apropriáveis pelos parceiros locais.

A capitalização

Todos os projectos e acções permitiram evidenciar que logo no inicio de um projecto é necessário inscrever como objectivo a produção escrita, oral, visual, a capitalização das experiências em dois níveis:

- o país, considerado como uma unidade base e,
- o conjunto dos países onde terá lugar o mesmo tipo de intervenção.

O objectivo deve ser de transformar o saber em conhecimentos compartilháveis.

A Comunicação

O conjunto das intervenções será sempre restringido a um determinado espaço, a um círculo específico de actores se todas estas produções e realizações não forem devidamente valorizadas.

É essencial organizar-se para desenvolver uma estratégia de comunicação em vários níveis para divulgar a abordagem, o método, as ferramentas, os resultados, etc. , no sentido de favorecer o posicionamento da estrutura e dos seus parceiros no debate público relacionado com o tema.

Ensinamentos e boas práticas a reter

O que 15 anos de experiência em três países ensinaram sobre a Formação e Inserção Profissional podem ser resumidos em torno dos seguintes eixos: i) os ensinamentos relativamente aos programas de FIP e ii) os ensinamentos relativamente à instituição ESSOR.

▲ *Relativamente aos programas de FIP*

O indivíduo no coração dos dispositivos de formação e de inserção

A ferramenta "Formação Profissional", que não integra a dimensão "Inserção", tem um interesse limitado especialmente nos contextos da intervenção dos programas da ESSOR. Sem acompanhamento, a avaliação do impacto das formações sobre os beneficiários não permite melhorar as formações e a eficácia dos investimentos realizados. O acompanhamento na inserção é essencial (antes do percurso, durante e depois). No entanto, essa abordagem conhecida por ser muito eficaz é muito exigente e requer esforços substanciais de um ponto de vista humano e financeiro.

Congregar em torno de um programa comum

Os programas FIP requerem trabalhar com uma pluralidade de actores (públicos e privados) que não têm o hábito de trabalhar juntos nomeadamente nos países da intervenção da ESSOR. O desafio, cujos efeitos se começam a perceber, foi de quebrar tabus, mudar os hábitos e fazer «mexer» as políticas públicas.

Contribuir para a criação de redes dos actores do Norte

Qualquer que seja a dimensão de um projecto ou de uma ONG, a ESSOR tem contribuído para a colocação em rede dos intervenientes no Norte para dar maior alcance e reconhecimento a suas acções, num sentido de complementaridade de competências e de meios, e com intuito de ser mais eficaz e eficiente em todas as suas intervenções.

As Parcerias

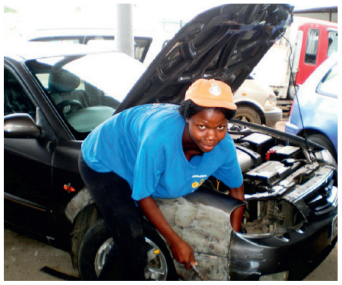
A construção de parcerias com as organizações da Sociedade Civil, com Autoridades Públicas (nacionais e locais), bem como os actores do sector privado empresarial é uma evidência, mas como fazer? Qual é a estratégia adequada, qual é o caminho a seguir?

A prática nos diversos países diz que essas estruturas de parceria são o resultado do um processo e de investimentos em capital humano que permitem estabelecer ligações que devem ser regularmente dinamizadas, fortalecidas, melhoradas, fazendo progredir tanto os recursos humanos como a própria acção. A construção da parceria induz a reposição da governança que deve ser aceitada e assumida.

Uma abordagem e ferramentas comprovadas, fruto de 15 anos de experiência

A nossa metodologia :

Um percurso de formação e de inserção individualizado & a mobilização dos atores públicos e privados



A perícia da ESSOR: o Chade

No Chade, a implantação de ESSOR é recente. Em parceria com uma ONG nacional, a Universidade Popular, a ESSOR, desde 2009, que desenvolve acções educacionais em torno de Casas da Juventude que construiu em dois bairros (um católico o outros muçulmanos) da capital Ndjamena. Nesta base em 2011, a ESSOR lançou um projecto-piloto de 18 meses que tem por objectivo formar profissionalmente jovens dos bairros onde intervém e inseri-los no mercado de trabalho.

O Chade é um novo espaço de intervenção para a ESSOR. Em primeiro lugar o país é francófono ao contrário de todos os outros países de intervenção da ONG. Mas oferece também uma oportunidade para transferir a abordagem, os métodos e as ferramentas neste novo contexto. Foi um enorme trabalho de toda a equipa na sede, realizado em parceria com os representantes do Brasil e Moçambique de adaptação e de tradução para este novo contexto. É também para a ESSOR um formidável desafio de «mudança de escala» a partir do momento em que este projecto beneficia todos os anos da investigação/acção que tiveram lugar principalmente em Moçambique e no Brasil.

Desde o lançamento do projecto, a equipa não se concentrou unicamente na obtenção de resultados quantitativos definidos no quadro do projecto, mas percebeu (através das experiências do Brasil e de Moçambique) a necessidade de conceber a acção como um todo totalmente integrado na paisagem institucional, em parceria com uma ONG forte capaz de continuar a intervenção. Esta abordagem decisiva hoje é muito prometedora em relação a iniciativas para o futuro. Num curto espaço de intervenção conseguiu-se reais sucessos em todos os níveis.

O que a ESSOR deixou como inovação técnica notável no Chade na abordagem FIP que desenvolve comparativamente às outras ONGs que intervém na área da formação é que de facto, a ESSOR acompanha os jovens em todo o processo de formação iniciando com a informação, a escolha formativa e especialmente a inserção no mercado de trabalho num contexto onde ter acesso ao trabalho actualmente não é uma questão de competência ou de diploma.

Ambroise Le Moal
Representante da ESSOR
Chade

« … A implementação de um projecto FIP requer uma boa implantação no contexto da vida local. As Casas da Juventude construídas no âmbito do projecto educação «Trampolim» são reconhecidas pela população . Criaram-se o terreno ideal para implantação do projecto.

A criação de um curso educacional de 5 meses de duração permite os beneficiários adolescentes projectaram-se para o futuro e esboçar um projecto de vida. No final do curso, os jovens optam para um iniciação pré-profissional devidamente enquadrada pelos profissionais.

Estes aspectos representam uma inovação importante levada a cabo pela ESSOR no contexto da juventude chadiana que não dispõe de instalações para orientação ou informação e cujo sistema de educação na sua globalidade esta a envelhecer e inadequado ao contexto actual.

A abordagem permite preparar os «espíritos dos jovens» para depois, os levar junto de oportunidades de formação adaptadas, em áreas que permitirão a sua integração no mercado de trabalho »

História de vida: Moçambique

Arlindo Carlos Júnior, 23 anos, solteiro, tem 12 anos de escolaridade. Mora no Distrito de Chamanculo «C» em Maputo. Órfão de pai e mãe há mais de 6 anos, vive com sua irmã mais nova na casa deixada pelos pais. Desde o falecimento dos pais, os avós satisfazem as necessidades essenciais de Arlindo e da sua irmã. Apesar de todos os seus problemas, este jovem nunca abandonou os estudos. Após obtenção do diploma de nível secundário, o Arlindo não encontrou trabalho.

Através do serviço UPA (projecto FIP-ESSOR) nos bairros, relacionado com as oportunidades de formação profissional, inscreveu-se no curso de empregado de bar e restaurante. Foi seleccionado e tirou um curso no CFP Monalidia durante dois meses a seguir, fez um estágio profissional de dois meses no Hotel Santa Cruz.

Após o estágio, fez substituições no restaurante Kacole relacionado com a associação dos Escritores Moçambicanos. Com o apoio do serviço UPA (envio de cartas de motivação orientadas e CV personalizado), Arlindo foi integrado ao Hotel VIP de Maputo. Um «cliente» reconhece-o como um bom profissional e oferece lhe um trabalho como chefe de sala no complexo K-longer.

Arlindo diz: « com o apoio da UPA, posso agora considerar-me como um jovem profissional feliz porque eu sinto que muitas coisas mudaram na minha vida «.

Cristina é uma jovem mulher de 25 anos, solteira, tem 12 anos de escolaridade e vive no distrito de Chamanculo «C» em Maputo. Sua família é composta por 7 pessoas, incluindo 2 que trabalham a tempo parcial. Cristina tem sido muitas dificuldades em obter uma formação profissional, inserir-se no mercado do trabalho bem como também continuar os seus estudos.

Através de amigos descobriu o serviço UPA, cujo Balcão de Formação e Emprego (BFE) se situa na associação da Comunidade ASSCODECHA. Ela inscreveu-se para um curso de culinária: ser cozinheira para ela sempre foi um grande sonho, nunca realizado devido ao preço do curso. Na sequência de um processo de selecção, frequentou o curso de cozinha na escola hotel Andalucia em Maputo.

Hoje, Cristina trabalha no Maputo Shopping Center, num restaurante onde ganha um pouco mais do salário mínimo (50 euros em Moçambique). Gosta do seu trabalho e aprende muitas coisas que não tinha aprendida durante a sua formação profissional. O ambiente de trabalho é bom o que permite resistir aos horários de trabalho. Pensa evoluir na sua área profissional e trabalhar um dia num grande hotel e iniciar a sua carreira.

Christophe Legay *acrescenta que:*

«... nós vemos claramente que a metodologia e as ferramentas que têm sido desenvolvidas, são muito relevantes, mesmo se devem ser adaptados para cada contexto. Eles permitem de mais e melhor dinamisar as abordagens e os processos, afim facilitar a inserção dos jovens dos bairros desfavorecidos. No entanto, é o nosso dever e todos nós sabemos, que constantemente devemos questionar-nos sobre a nossa intervenção, especialmente em termos de sustentabilidade e articulação com níveis decisionais do local até o nacional...". As experiências brasileiras vão contribuir amplamente a curto prazo a enriquecer o debate das equipas moçambicanas.

Após um período onde a acção de «projecto» prevaleceu relativamente à acção institucional, porque tinha necessidade demonstrar a relevância do método, das ferramentas e do impacto sobre o ambiente com resultados quantitativos, (o que rapidamente foi adquirido), a sustentabilidade das acções foi novamente questionada. Notou-se um retorno aos fundamentos da ESSOR que são de acompanhar a criação de entidades locais capazes de continuar a intervenção. Ao mesmo tempo iniciou-se uma reflexão sobre as formas apoiar as instituições públicas de formação profissional, para ajudá-las a se tornar mais «funcionais" e em conformidade com as missões que devem cumprir.»

A equipa de Moçambique está a dar um novo passo "superando" de uma certa forma as ferramentas técnicas e métodos directamente relacionados com a FIP. Mesmo se ainda há muito para fazer e que continua a ser uma base essencial para evoluir no sentido do reforço institucional e organizacional dos actores da sociedade civil e do sector público, que, em parceria com o sector empresarial privado, pode garantir a sustentabilidade

Novos desafios estão a surgir não só em termos de acompanhamento e de reforço das capacidades, das competências de estruturas, mas também de desenvolvimento de espaços de concertação dentro dos quais aparecem articulações entre: procuras do mercado, ofertas de formação, aspirações dos jovens e políticas públicas que progressivamente se negociam e se constroem. Estas acções estão em curso de faseamento com aquelas iniciadas com êxito no Brasil e a análise é muito rica em ensinamentos. Contribui para reposicionar o método e as ferramentas desenvolvidas para e pela FIP num quadro geral que se altera em função das escolhas, das intervenções e dos resultados obtidos concretamente no terreno.

então de adaptações ao contexto local. Hoje, apesar das bases do método serem as mesmas, foi necessário adaptar algumas ferramentas ao contexto até criar certas especificidades para Moçambique. Por outro lado, foi necessário, e nisto notam-se diferenças entre países, elaborar sistemas complexos de acompanhamento e controle das actividades, em particular em termos do número de beneficiários.

Todo este trabalho de adaptação e criação de instrumentos técnicos foi o resultado de intercâmbios documentais com o Brasil, mas também de missões de intercâmbio de várias pessoas e de debates com actores brasileiros. Mas também foi e ainda é, o resultado de debates dentro das equipas em Moçambique não só sobre o método e as ferramentas, mas também sobre as questões de sustentabilidade dos Balcões de Formação e Emprego criados nos bairros, sobre os Agentes de Orientação Profissional que acompanham os jovens e as famílias, sobre a qualidade das parcerias, a diversificação das parcerias, o auto-emprego, o investimento numa Agência Solidária de Emprego... A equipa, além disso, continua a testar novos conceitos, novos produtos que poderiam vir a curto prazo complementar e alargar o painel de soluções possíveis e exportáveis em contextos muito próximos.

Christophe Legay
Representante da ESSOR Moçambique

«... ainda e sempre possível melhorar ferramentas, produzir novos instrumentos para sermos mais eficientes para controlar melhor a actividade dos actores nos bairros, melhor seleccionarmos os beneficiários, sermos mais relevantes nas sessões de formação realizadas internamente, talvez implementar métodos de ensino mais participativos, mais divertidos para melhor armar os beneficiários de forma a enfrentarem o mercado de trabalho e do auto emprego...».

Neste momento notam-se produções comuns que são tiradas das experiências de dois espaços de intervenção (um método e umas ferramentas básicas) e ferramentas específicas para cada contexto e adaptadas às necessidades locais. Um enorme esforço de harmonização foi iniciado e realizado recentemente e continua a ser, afim de elaborar um produto acabado rico da diversidade e de experiências.

Esta aproximação de metodológias entre os espaços (Brasil - Moçambique), a proximidade dos recursos humanos (Frédéric Barbotin e Christophe Legay) ajudaram a fazer evoluir as reflexões sobre a implementação de programas FIP. As ligações criadas têm favorecido o lançamento do projecto «LigAção», que é hoje principalmente financiado pela UE e pela AFD e que constitui uma excelente oportunidade para ESSOR aperfeiçoar os seus métodos em termo de transversalidade e também testar a abordagem nas zonas rurais.

A perícia da ESSOR : o Moçambique

Entre 1997 e 1999, à imagem do que foi feito no Brasil com os Projectos Urbanos Integrados (PUI) nos bairros desfavorecidos, a ESSOR iniciou as suas acções em Moçambique em Maputo e depois na Beira. Já em 2003, as equipas sentiam a necessidade de desenvolver acções FIP de uma forma mais marcada e mais ambiciosa do que estava a ser feito em articulação com algumas autoridades locais.

A ONG nacional AMDEC, formada por agentes que tinham intervindo nos projectos PUI implementados por ESSOR, por diversas razões (técnica, institucional, financeira) não quis trabalhar nesta temática que na altura não era "vendável "a nível das instituições públicas e dos doadores. Por outro lado era difícil para eles conceber uma intervenção com os serviços do Estado. Esse tipo de parceria não era uma fonte de motivação para esta jovem ONG.

No entanto, a sede da ESSOR em Lille pensava intervir mais pesadamente sobre este sector. Por isso em 2003, financiou uma missão de estudo em França destinada a um quadro do INEFP para trocar ideias com profissionais e agentes da FP e da inserção na região de Paris. De 2002 a 2006 um primeiro pequeno projecto FIP foi realizado através de fundos privados colectados pela ESSOR que vieram completar financiamentos da cooperação francesa e belga. A dinâmica foi então lançada.

Seguidamente, os projectos que surgiram abriram-se amplamente a novos eixos de intervenção (com uma abordagem de investigação / acção como no Brasil) e tratam de questões de:

- ► Ligações com o sector empresarial privado para: i) o desenvolvimento de estágios profissionais nas empresas e ii) o impulso duma dinâmica de co-financiamento das formações pelo sector privado;
- ► A melhoria das formações profissionais (do sector público e privado) através do desenvolvimento de espaços de concertação sectorial afim de permitir uma melhor adaptação da oferta de formação às necessidades do mercado;
- ► O suporte para a inserção de jovens através do acompanhamento dos percursos de auto-emprego e/ou micro-empresa como também a criação experimental de uma incubadora de empresas;
- ►O desenvolvimento das relações técnicas e financeiras com Instituições de Micro Finança (IMF) no âmbito do apoio aos jovens empresários;
- ► O reforço das capacidades e competências das Organizações Comunitárias na Base com um início de profissionalização;
- ► O acompanhamento dos parceiros institucionais públicos e também a influência que a abordagem e os resultados podem ter nas políticas públicas dedicadas a FIP

Numa primeira fase, o método e os instrumentos desenvolvidos foram específicos a Moçambique. Eles eram pouco elaborados, pouco abrangentes e fortemente inspirados nos instrumentos produzidos para acções relacionadas com acompanhamento familiar.

O estudo publicado em 2006 com a OIT sobre a inserção profissional dos jovens, destaca a necessidade de usar a metodologia e os instrumentos desenvolvidos no Brasil sobre este temática. O que foi realizado em 2007, necessitou

História de vida: Brasil

Meryelly teve o seu primeiro filho aos 16. Uma gravidez indesejada. Muito cedo, quando seus pais deixaram a campanha para ocupar um terreno na periferia de Patos, tornou-se, como seus irmãos e irmãs, «aviãozinho» e «aeromoça». Sua irmã, que tem 40 anos, é conhecida no bairro. Tem consumido droga nos últimos 15 anos. Levou sua filha de 14 ano de idade, no mundo da droga e depois da prostituição. Na pequena casa vivem 7 a 12 pessoas consoantes as idas e vindas. Antes de entrar no projecto, Meryelly sofreu de depressão porque não via nenhuma saída para o seu destino e da sua filha. Ela tinha ouvido falar da associação apoiada pela ESSOR através dos seus vizinhos e foi observar de longe as reuniões que os Agentes de Orientação Profissional (AOP) fizeram na rua para explicar a importância de ter objectivos e desenhar um projecto profissional. Tudo lhe parecia bem longo da sua realidade e das suas capacidades.

Dilany, a coordenadora das AOP tinha ouvido da família Meryelly. Depois de várias visitas sem êxito ou até mesmo perigosas, Dilany foi capaz de convencer Meryelly a entrar no gabinete e falar com ela. Dilany orientou Meryelly para que ela se inscrevesse num curso de cabeleireiro. Seleccionada, Meryelly chegou a ser uma dos alunas mais empenhadas, superou o olhar dos outros, fez amigos e sobretudo conseguiu receber o diploma do SENAI. «Eu nunca teria imaginado o percurso de Meryelly quando eu lhe via no curso, só quando Dilany me disse é que eu soube» (Professor do SENAI).

Meryelly, recuperou a auto-confiança, participou em todos os workshops educacionais e encontrou um novo companheiro. «Meu sonho de ter um salão de beleza tornou-se um projecto. Eu consegui comprar o equipamento. Comecei a trabalhar para pessoas que não me vêm como eu era. Todo o mundo sabe da minha vida, mas isso não me preocupa, o curso me abriu os olhos...”

Hoje Meryelly pôs ordem na sua casa. O seu salão tornou-se realidade, Não ganha o salário mínimo, mas ganha o mesmo que a irmã que se prostitui. «Agora sim, eu posso comprar bons produtos para a minha filha, que se orgulha de sua mãe. Daqui 5 anos, vai ver, terei a minha casa e eu serei alguém que terá superado. Mas nunca vou esquecer de onde eu venho. Eu ajudo Dilany no seu trabalho, explicando meu percurso para os outros. Se eu consegui fazê-lo, outras pessoas também podem! ».

Em 2005 foi implementado um projecto real de apoio ao desenvolvimento institucional de várias ONGs parceiras. Rapidamente ocorreram mudanças na visão que as ONGs têm sobre o papel da estrutura para além da simples execução das acções. Começam a perspectivar e seguidamente, a definir estratégias em particular para a sustentabilidade das instituições na base das acções que eles definem como prioritárias. Isso traduz-se pelas articulações mais qualitativas com às autoridades locais que privilegiam a instituição, sua abordagem e suas acções.

Em 2009, quando lançou acções FIP na Paraíba, a ESSOR teve em conta não só as necessidades e o contexto local mas também o posicionamento institucional das ONGs sobre a problemática, sua abordagem relativamente aos actores locais (ONGs, OCB, entidades públicas, privadas, Universidade), e o território... para fazer a escolha dos parceiros. É evidente que todas estas mudanças, evoluções, mutações no modelo de intervenção originalmente usado pela ESSOR teve também impacto sobre a estrutura e o seu modo de funcionamento.

O projecto ou o apoio é, portanto, concebido para responder as necessidades das populações mais pobres, mas também para provocar dinâmicas no desenvolvimento local nomeadamente através das «Comissões de criação de trabalho e rendimentos», associando um parceiro «histórico», Amazona, desejando fortalecer a sua abordagem sobre a inserção, e parceiros «virgens» com pouca experiência sobre o tema.

Em 2008 a ESSOR tomouv a decisão estratégica de criar a função de referente temático. Para a FIP essa função foi assegurada pelo Director até 2010 quando foi contratada uma pessoa para tratar deste sector de actividade.

Estas acções de desenvolvimento FIP eram pouco compartilhadas a nível da ESSOR. Acabavam por ser iniciativas isoladas sem socialização. A chegada da pessoa responsável pela gestão deste sector permitiu rapidamente consolidar as abordagens, criar as sinergias, fazer evoluir as ferramentas consoante o contexto as competências dos técnicos e actores locais de forma participativa, melhor considerar as evoluções das realidades locais e dos sistemas em que os técnicos operam e sobretudo, reposicionar constantemente o papel que deve ter a ESSOR.

As reuniões que ocorreram anualmente no Brasil organizadas no Estado da Paraíba, pela ESSOR e os seus parceiros sobre o tema da «criação de trabalho e renda» tornaram-se essenciais para todas as partes interessadas. Naquela altura as alocuções das autoridades foram elementos de reconhecimento da ESSOR e dos seus parceiros não só para os resultados, mas para a abordagem desenvolvida e os processos iniciados.

"O tema escolhido para discutir nessa mesa foi muito forte, pois o Brasil vive um momento excepcional de mudanças. As comissões de trabalho e renda são colegiadas e tripartites: Governo, trabalhadores e empregadores. Contemplam, obrigatoriamente, estes três segmentos para tornar o país mais solidário e menos desigual. Essas comissões têm que conhecer a realidade local, mercado de trabalho, as forças sociais que estão atuando e devem ser articuladas com as forças públicas."

Jefferson Palmeira Representante do Governo do Estado da Paraíba Secretaria do Desenvolvimento Humano

Frédéric Barbotin
Representante da ESSOR Brasil

"... a ideia era de poder delinear a trajectória do participante. Para fazer isso, passamos gradualmente de um registo de resultados do percurso a uma acompanhamento individualizado da inserção... usando ferramentas como: fichas de inscrição, fichas de situação sócio-económica, fichas técnicas de curso, fichas de registo nas oficinas de emprego, fichas de acompanhamento: emprego encontrado, pessoas enviadas, pessoas empregadas..."

O processo continua em torno de projectos com excelentes resultados e desenvolvimento de novos processos, métodos e ferramentas. No entanto, para serem sustentáveis todas estas produções devem ser usadas por entidades fortemente, inseridas na paisagem institucional local. Foi a este nível que os processos iniciados começaram a ter dificuldades e que as acções FIP foram menos dinâmicas.

Frédéric Barbotin
Lembra nos:

«... na época não havia uma visão global.» Nos pensávamos em termos de projecto (lugar, acção, resultados) […]... cada projecto apanhava um pouco do outro na sua aplicação e, seguidamente, desenvolvia as suas próprias ferramentas. Foi realmente uma produção artesanal adaptada a cada contexto e cada realidade. Mesmo as visitas cruzadas entre ONGs brasileiras se concentravam mais nas comparações do que na busca de sinergias em termos de método e ferramentas..."

Este modo de funcionamento por projecto tem permitido constituir dentro das ONGs parceiras um corpo de excelentes técnicos mas ainda muito pouco «político» e sem visão de médio prazo. Esta situação começou a preocupar a ESSOR que avançou com um trabalho de avaliação sobre a real autonomia das ONGs que deviam assumir a acção e perpetuá-la. Essa avaliação evidenciou que era essencial para os parceiros: i) adquirirem uma maior autonomia institucional e ii) desenvolverem estratégias para a mobilização de recursos e parcerias locais.

A perícia da ESSOR : o Brasil

A acção da ESSOR em termos de FIP no Brasil é o resultado de um processo de consolidação de uma abordagem iniciada no âmbito de programas integrados desenvolvidos pela Inter Aide (ONG francesa) e associações parceiras brasileiras. As primeiras acções começaram em dois centros urbanos no noroeste do Brasil: Fortaleza e São Luís, em 1991. Entre este período e o final da década de 1990 as acções da FIP multiplicaram-se em «projectos integrados», com muitas outras componentes sociais. Foi no inicio da década de 2000, após um longo e necessário período de maturação, que a FIP tornou-se um sector significativo dentro da ONG ESSOR com equipas especializadas, objectivos e consolidação de métodos.

Em 1994, tanto as equipas das ONG brasileiras, como as equipas da ESSOR evidenciaram a enorme procura de famílias que viviam nas áreas urbanas periféricas. Foi nessa época que começaram a medir a importância do desafio. Naquela época as instituições nacionais de formação que são o SENAI e o SENAC estavam pouco envolvidas nestas zonas urbanas e junto deste tipo de público, no entanto, se tecia já ligações com as equipas da ESSOR.

Em Fevereiro de 2001, um estudo, destacou um factor que seria decisivo para o futuro das intervenções e a evolução entre as instituições de formação, a ESSOR e as suas ONG brasileiras parceiras. O estudo evidenciou o seguinte :

► 100% das acções de formação das unidades móveis do SENAI e SENAC nos bairros desfavorecidos foram realizadas em estreita colaboração com o Gacc-Ma/ESSOR;

► as taxas de abandono dos alunos provenientes dessas zonas e seleccionados com o Gacc-Ma/ESSOR foram bem inferiores as taxas registadas quando as empresas mandavam pessoas em formação nesses mesmos centros. Para os primeiros, a taxa era de 7%, para os segundos, era de 30%.

Estamos aqui no coração do processo que permite acompanhar o percurso dos participantes.

Esta excelente taxa de sucesso relativamente ao público alvo tem a ver não só com as modalidades de selecção dos candidatos e do muito bom ajustamento entre procura e oferta, mas também com toda a abordagem prévia que começa com o acompanhamento das famílias.

É no processo de investigação-acção e também nos processos de vai e vem entre os diferentes projectos que emergiu: uma abordagem, um método e um conjunto de ferramentas. Que não têm nada a ver com caixas de ferramentas ou de modos de emprego predefinidos, imediatamente disponível e pronto para ser usado.

procura de qualidade, de competitividade, com o risco também de orientar perigosamente esses centros em formações muito específicas. No final é também um número significativo de pessoas que adquirem competências (numa área bastante especifica), mas que constituem um capital para o país uma vez que tem recursos minerais fabulosos para desenvolver.

O grupo francês SUEZ investe na formação como parte de seu compromisso com a responsabilidade social. Os projectos de educação e formação são uma parte importante da estratégia que acompanha o desenvolvimento da companhia. Neste sentido a companhia trabalha favorecendo o conhecimento técnico nos sectores da água, a gestão de resíduos e energia bem como a emergência de uma consciência pública para a protecção do meio ambiente. Nos termos do acordo assinado com a UNESCO, em 2002, SUEZ apoia a formação facultada em Delft (Países Baixos) pelo Instituto IHE para a educação sobre a água. Este programa já formou mais de 12.000 profissionais da indústria da água em redor do mundo em 2004-2005.

Mesmo quando as fundações ou grupos internacionais não têm directamente um publico alvo de jovens adultos (18-35 anos), muitas vezes integram nas suas acções apoios para o desenvolvimento económico das populações mais pobres, a sua inserção na sociedade através da informação e formação profissional. No entanto, estes grupos fundam suas intervenções "caritativas" nos grupos de população alvos e nas temas que interessam os seus próprios desenvolvimentos ou que são muito interessantes em termos de imagem: crianças e adolescentes, mulheres, educação, meio ambiente. Os recursos existem e podem ser mobilizados e vêm em complementar os programas mais específicos da FIP.

As empresas atribuem grande importância a todas as questões relacionadas com a FIP. Estão motivadas directamente ou em parceria com centros de formação ou indirectamente contribuindo para os fundos dedicados à formação profissional. No entanto sozinhas não podem enfrentar todos os desafios porque alguns problemas são também da competência dos Estados para a cobrança dos recursos e a continuidade no processo de formação e inserção no mercado de trabalho.

Nos países onde a capacidade de coordenação entre os sectores público, privado, financeiro e OSC é baixa, a melhoria da FIP so poderá ser efectiva, eficiente e sustentável se esses actores medirem os desafios actuais e futuros e tomarem consciência da gravidade das situações enfrentadas diariamente pelos jovens, pobres e excluídos do sistema..

A leitura e o estudo das estratégias implementadas ao longo da história para desenvolver a formação profissional e a inserção profissional nos mostram que elas estão intimamente ligadas às questões de financiamento. Os diferentes sistemas existentes no mundo têm todos vantagens e desvantagens. Não existe modelo perfeito e cada país tem de fazer escolhas e adaptações consoante a sua situação, para além das grandes opções político-estratégicas subjacentes a selecção daquele «modelo». Estes financiamentos são geralmente de dois tipos: «contribuições obrigatórias e/ou não obrigatórias».

A França, tem um estado forte, muito centralizado, com sistemas e ferramentas poderosas de orientação política e estratégica, mas também de controle e de repressão. Com estes meios e com as negociações sobre uma «taxa de aprendizagem» o país foi capaz de fazer adoptar uma lei e, em seguida, impor este imposto junto das empresas privadas. É necessário reconhecer que o sistema funciona bem, é eficiente, sua durabilidade é garantida desde que as empresas se desenvolvam. O sector privado empresarial, portanto, contribui directamente para a formação profissional de jovens (do pedreiro até o engenheiro). Em certa medida pode orientar o seu financiamento em função da qualidade das escolas, mas também das solicitações do mercado e, em seguida justificar e promover estes apoio junto do jovem público formado mas também junto dos clientes (marketing social).

Noutros países, especialmente aqueles com uma história mais recente no domínio da formação profissional, (sistemas muito liberais, sistemas com poucos meios, numerosos grupos empresariais privados e, frequentemente ligados a eles directamente ou indirectamente, fundações,) investem com várias razões, no domínio da formação e da inserção profissional.

O grupo brasileiro - Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) líder na produção e exportação de minério de ferro (entre outros), estabeleceu-se em 2006 em Moçambique na província de Tête no Norte do país e investiu US $ 1,7 mil milhões para concretizar o seu projecto de produção de 11 milhões de toneladas de carvão por ano. No entanto para fazer um sucesso desta aposta audaciosa, a companhia precisava de competências humanas que para uma grande parte das vagas não existia no país. Na primeira fase o grupo recorreu às competências internacionais, mas ao mesmo tempo tinha uma estratégia para a formação de competências nacionais que, se a curto prazo tem um custo para a estrutura, a médio prazo é extremamente benéfico, porque com qualificação igual, o custo da MO local é menor do que a MO internacional. Este investimento formativo teve também um impacto positivo nas estruturas locais de formação, seus clientes desejando cursos de qualidade com preços razoáveis. Quando a oferta não correspondia a procura, os alunos foram enviados para o estrangeiro.

Neste caso de exemplo, que não é isolado, temos uma lógica de formação muito focalizada. A aquisição de saber e de conhecimento deve ser rápida. Deve permitir formar uma MO competente tendo em conta um raciocínio financeiro a médio e longo prazo. Ao mesmo tempo afecta o sistema de ensino, no sentido que os centros de formação têm aqui um mercado atraente ao longo de vários anos que induz a

Favorecer a autonomia pessoal, social, econômica e profissional dos jovens adultos

Três países, dois continentes, três populações, três histórias, três níveis económicos. Nada aproxima estes países a não ser as mesmas dificuldades crescentes que enfrentem e a questão recorrente: «... como inserir os pobres (e principalmente os homens e mulheres de 18 a 35 anos) no círculo virtuoso do desenvolvimento económico e social e da cidadania,...». Cada governo de facto observa o caso com cuidado e muita atenção.

A juventude permanece assim desempregadas e excluídas do sistema

Geralmente mais afectados pelo desemprego que os outros activos, os jovens são as primeiras vítimas da crise económica, cuja virulência acentua a característica alarmante da sua situação. O número de desempregados dentro dos jovens adultos de 18 a 35 anos aumentou consideravelmente na última década e observa-se uma degradação ainda mais preocupante examinando a configuração das pirâmides etárias. A violência da crise e a extensão da duração dos anos de trabalho escurecem as perspectivas e reforçam o medo da juventude relativamente ao futuro. A falta de postos de trabalho criados ou liberados faz com que o desemprego dos jovens se agrava. Também se encontram empregos com uma precariedade cada vez maior.

Integrar o processo educativo dos jovens em cada acção

Os jovens enfrentam a pobreza, enquanto são eles a alavanca do crescimento futuro e a fonte dos financiamentos quando existem sistemas sociais. Paradoxalmente, o número de sectores como agricultura, hotel-restauração ou até mesmo a construção, considerados muito penosos, mal remunerados e mal valorizados, dificilmente encontram mão de obra.

Observa-se um real paradoxo nos três países em questão, que revela uma má adequação entre a formação e o emprego. Este pode ser corrigido através de uma maior ligação entre o centro de formação/escola e a empresa. Uma melhor sinergia entre os dois permitiria mutualizar as competências directamente benéficas para a juventude. Isso revalorizaria os percursos profissionalizantes abandonados, abrindo finalmente reais carreiras e perspectivas concretas para os mais pobres.

Também é absolutamente necessário que a juventude tenha uma visão completa do seu ambiente e seu potencial no mercado de trabalho para que os trabalhos com elevado potencial de emprego e rendimento possam ser identificados por jovens como reais oportunidades e não simplesmente como sub-empregos.

Algumas bases consensuais que facilitariam a construção de verdadeiras políticas de FIP :

- Elaboração de políticas e suas aplicações em programas muito concretos em concertação com todas as partes interessadas;
- Mobilização de recursos humanos e financeiros para os três sectores Estado, actores privados e beneficiários com uma estratégia de saída gradual da contribuição do Estado;
- Implementação de órgãos representantativos e paritários para adequar as necessidades, garantir a boa qualidade dos produtos finais e o uso apropriado dos recursos;
- Desenvolver processos de aprendizagem de boa governação para garantir a participação igualitária dos actores da Sociedade Civil.

No Chade, (152a economia de mundo, 12 milhões de Hab) a política de emprego é definida pelo Ministério da Função Pública, do Trabalho, da promoção do Emprego. A escolha do governo na definição de uma política de emprego tinha alguns princípios director :

► Fazer do crescimento económico o motor da promoção do emprego

► Consolidar o sector privado afim de ser a principal fonte de criação de emprego;

► Abandonar a ideia do Estado principal provedor de emprego e defender o papel de promotor, acompanhador do crescimento e do desenvolvimento de postos de trabalho

► Conciliar crescimento económico e desenvolvimento dos recursos humanos no âmbito de uma estratégia de luta contra a pobreza.

► Reorganizar o ensino técnico e a formação profissional, para melhor preparar os alunos para a inserção na vida activa.

De acordo com as realidades sócio-económicas e ao ambiente nacional e internacional, a política de emprego apontou os seguintes objectivos, fazendo do crescimento económico sustentável o motor da promoção do emprego ao:

► Estimular o crescimento e o desenvolvimento económico;

► Aumentar o nível geral do emprego;

► Assegurar uma melhor adequação entre os recursos humanos e as possibilidades de desenvolvimento.

Para implementar esta política, seis estratégias tinham sido definidas e traduzidas em projectos e actividades no âmbito de um programa de acções e investimentos para o emprego. O programa estava a ser desenvolvido pelo governo com a participação de todas as partes interessadas. Estava previsto em cada 6 meses de implementação da política de emprego, uma revisão tripartida da parte do governo, dos beneficiários e de todos os parceiros.

A execução desta política foi um pouco perturbada pelos diferentes eventos que abalaram o país. No entanto, os progressos realizados e as bases desta política continuam a ser verdade.

As autoridades nacionais estão conscientes e preocupadas relativamente ao contexto que está mudando muito rapidamente e pelo fluxo cada vez mais importante de jovens que chegam ao mercado de trabalho onde as actuais capacidades de absorção são ainda muito limitadas. As autoridades trabalham então com parceiros internacionais (OIT - ILO) sobre a definição da Nova Política de Emprego (NPE), que será centrada sobre:

► a juventude do país;

► a formação profissionalizante que deve responder às exigências do mercado do trabalho;

► a promoção do sector privado e o desenvolvimento das empresas;

► a mobilização de financiamentos (públicos e privados);

► a pilotagem/controle acompanhamento/orientação (tripartida) desta NPE.

"A Agenda Nacional de Luta contra a Pobreza tem a juventude no centro das suas atenções (…) Estamos empenhados na expansão do ensino técnico-profissional para que mais jovens, em particular, tenham a oportunidade de aprimorar o seu talento, de fazer maravilhas com as suas (….) de gerar empregos para outros jovens. Através de programas específicos (…) procuramos iniciar mais jovens no empreendedorismo"

Discurso de Sua Excelência Armando Emílio Guebuza,
Presidente da República de Moçambique,
na abertura da V Assembleia Geral Ordinária do Conselho Nacional da Juventude

"Desenvolver uma abordagem do emprego como um elemento chave para o combate à pobreza absoluta, o crescimento económico e o desenvolvimento social, que deverá ser implementada de forma integrada pelo governo, os parceiros sociais e a sociedade civil, visando o desenvolvimento humano e contribuindo para o alcance dos Objectivos de Desenvolvimento do Milénio… Alargar o alcance da formação profissional, em termos de cobertura geográfica, de especialidades oferecidas, de modalidades de formação utilizadas e de grupos alvo contemplados"

Estratégia de emprego e formação profissional em Moçambique 2006 -2015
Aprovado pela 5º Sessão Ordinária do Conselho de Ministros de 14/03/06

«A Ministra do Trabalho, Helena Taipo, diz que "... Moçambique não pode permitir que o mercado de trabalho moçambicano continue a depender de mão-de-obra qualificada estrangeira [...] Taipo disse ser nesta perspectiva que o Governo está a envidar esforços visando a formação profissional de pessoas... "

AIM – 24.04.2012

A análise do mercado de trabalho em Moçambique (121o economia do mundo, 24 milhões de Hab) é esmagadora. A População Economicamente Activa (PEA) aproxima os 6 milhões de pessoas. A PEA é composta por 52% de trabalhadores por conta própria e 33,7% de trabalhadores familiares não remunerados. Apenas 11,1% são assalariados seja 4.1% absorvida pelo governo e sector público e 6,9% no sector privado. Estima-se também que cada ano, 300.000 jovens chegam a um mercado que não é capaz de criar empregos suficientes para absorver a procura.

O nível de educação e de qualificação profissional é extremamente baixo (57% da população é analfabeta e 80% da força de trabalho não tem nenhuma formação). A oferta de formação profissional é assegurada em todo o país através de 100 centros públicos e privados. 10% deles são do sector industrial. A grande maioria dos centros promove cursos orientados para o sector terciário e os serviços.

Face a esta constatação, o governo decidiu :

► promover medidas destinadas a garantir a criação de oportunidades de empregos e de formação
► contribuir para melhorar a produtividade e a competitividade dos sectores económicos

A finalidade consiste em fazer rapidamente progredir a competitividade, que o país seja capaz de se posicionar num mercado cada dia mais global, e portanto, fazer as pessoas beneficiar dos efeitos do crescimento pressentido, a nível social, a nível do emprego e da económica.

Esta missão baseia-se numa estratégia cujo principais elementos são:

► Coordenação e implementação de uma estratégia no quadro da política económica e social, definida pelo país;

► Concentrar-se no diálogo social tripartido;

► Manter a política macroeconómica actual, investir nos recursos humanos, criar vantagens e incentivos para estimular o sector privado;

► Acções especiais nos sectores em crescimento para promover a rápida criação de postos de trabalho

► O sector privado deverá assumir a sua função de investidor para isso necessita da promoção de um clima que valorize a iniciativa e a cultura empresarial;

► Os empregadores, trabalhadores e a sociedade civil terão de assumir um papel activo na criação e manutenção de postos de trabalho, privilegiando o desenvolvimento participativo.

O objectivo definido pelo Governo é que em 10 anos, até 2015, 1 milhão adicional de pessoas tenha um emprego estável.

Para financiar este programa ambicioso (175 milhões de US $ em 10 anos), o governo acompromete-se a disponibilizar os financiamentos necessários com recursos próprios do Estado e através de um painel de parceiros que estão ou podem estar em condições de contribuir para o financiamento desta estratégia.

Uma coordenação é realizada para garantir a execução das acções de acordo com o calendário previsto, e assegurar a transparência das operações que serão implementadas com eficácia e eficiência.

«O Brasil deve dar mais atenção e recursos à intermediação de mão de obra e à formação profissional, segundo análise da OIT.»

Brasil, Uma Estratégia Inovadora Alavancada pela Renda» OIT 2010

"Estimado em 1,2% do PIB, o pacote de estímulos do Brasil foi um dos mais baixos entre os países do G20. Mas, ele foi eficaz por dois motivos : porque expressou o entendimento de que a protecção e a criação de empregos são tão importantes quanto o crescimento económico, e porque as principais medidas foram alcançadas por meio do diálogo social. Ambas as lições são fundamentais em tempos de crise, bem como de recuperação económica»

Directora da OIT no Brasil Lais Abramo, 2010

"A formação profissional é um instrumento para o desenvolvimento sustentável, para a democratização de oportunidades, a produtividade e a competitividade das empresas" [...] "Também é decisiva para garantir a participação activa e consciente do trabalhador no desenvolvimento socioeconómico do Brasil."

disse o assessor da D. G. do SENAI, Alberto Borges de Araújo
12 de Agosto 2010, debate sobre Educação Profissional e Inovação

«Precisaríamos multiplicar por doze, catorze vezes os recursos aplicados em cursos técnicos para formar mão de obra na velocidade que nossa economia precisa.»

Primeiro-secretário da Força Sindical, Sérgio Luiz Leite – 2011

"A qualificação profissional é o nosso desafio nesses quatro anos."

Dilma Rousseff – Presidente do Brasil – 28/04/11

O Brasil, o Moçambique, o Chade: desafios políticos nacionais em torno da Formação e a Inserção Profissional de jovens desfavorecidos

A formação profissional no Brasil (Estado Federal, 6a economia do mundo, 200 milhões de Hab) é por vezes descrita como a emergência de uma ideologia que procede de instituições multilaterais com o objectivo de ajustar o perfil do trabalhador aos «tempos modernos» do capitalismo flexível. É neste contexto que as políticas nacionais sobre a formação profissional muitas vezes aparecem, revelando características de classes, bem como as do Estado hegemónico. São assim apresentadas por muitos autores.

A política nacional de formação profissional actual representada pelo Plano Nacional de Qualificação Profissional (PQN) apareceu em 2003. Trata-se de um programa do Ministério do Trabalho e Emprego (MTE) do governo Lula, cujo objectivo principal consiste em qualificar os trabalhadores, para completar a sua educação e promover sua inclusão social (MTE, 2005).

É definido como uma política pública de qualificação social e profissional integrando seis dimensões: política, ética, conceitual, institucional, educacional e operacional (MTE, 2003). Este programa tem como orientação: o desenvolvimento político-conceitual, a articulação institucional, a eficácia social e política, e a qualidade pedagógica.

A operacionalização deste plano faz-se de forma articulada a nível nacional através de directrizes e de procedimentos institucionais comuns as entidades envolvidas.

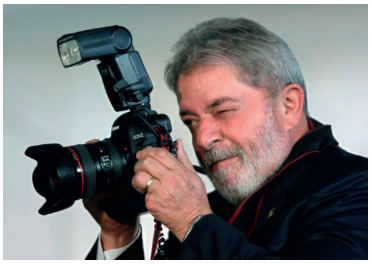
No entanto a sua implementação funciona de forma descentralizada através de dois programas distintos e complementares: os Planos Territoriais de Qualificação (PlanteQ) e os Projectos Especiais de Qualificações (ProEsQs). A coordenação geral é assegurada pelo Ministério do Trabalho e Emprego, em parceria com as Secretarias de Estado. Essas Secretarias são responsáveis pela elaboração dos PlanteQ e pela selecção e contratualização das agências de execução.

> *A formação é concebida como: [...] um factor de inclusão social, de desenvolvimento econômico, gerando empregos e contribuindo a redistribuição de rendimentos, deve ser orientada por uma concepção da qualificação no sentido de uma construcção social, afim de estabelecer um contraponto para aqueles que consideram o processo de aquisição de conhecimentos como estritamente individual […] (MTE, 2005, p23)*

Um elemento importante da gestão entre o nível federal, o Estado e o município é que as políticas definidas e os recursos atribuídos (que são consideráveis) são geridos por funcionários dos Estados que são nomeados, ou contratados. Estes actores estão extremamente ligados ao poder político eleito por 4 anos. Isso induz muitas incoerências e até certo ponto uma vontade de não controle -social destas políticas públicas por comissões tripartidas e paritárias que existem ao nível dos Estados e dos Municípios e que deveriam orientar as acções de formação bem como garantir a adequação entre o uso dos recursos e as necessidades. O resultado é que o impacto social do sistema é muito baixo em termos de inserção profissional.

No entanto no meio desta diversidade, verifica-se que os doadores que acompanham a FIP com uma política muito definida e uma estratégia bem clara são frequentemente as agências de cooperação e/ou de financiamento bilateral que investem nos países em desenvolvimento com apoios em programas e projectos para reforçar a formação profissional (longa ou curta), em contacto directo com as necessidades das empresas e as economias locais, perspectivando a inclusão dos pobres no desenvolvimento da sua sociedade.

Ê pena que as grandes instituições como a UE ou o BM, que poderiam ter um impacto significativo sobre este tema do papel da formação e da inserção profissional no desenvolvimento, tenham dificuldades em investir concretamente neste campo de formação. Têm todas as ferramentas à sua disposição e seriam capazes, a curto prazo, de iniciar dinâmicas com forte impacto sobre a redução da pobreza e inserção dos mais desfavorecidos.



O que motiva as principais instituições envolvidas na FIP

A análise das políticas e estratégias desenvolvidas pelas principais instituições que trabalham sobre o tema da Formação e Inserção Profissional1 (dois doadores internacionais que são a União Europeia (UE) e o Banco Mundial (BM), duas entidades de cooperação bilateral a AFD e o GIZ (Cooperação alemanha) e uma instituição das Nações Unidas permite destacar um ponto comum que é o reconhecimento e a adesão aos princípios definidos no âmbito dos objectivos do Milénio que tem por finalidade reduzir à metade a pobreza no mundo até 2015.

No entanto esta adesão aos grandes princípios e objectivos a atingir traduz-se e realiza-se de formas muito diferentes no que toca a formação profissional e a inserção de actores formados (ver anexos), mesmo se todos defendem (com mais ou menos força) uma estratégia global que aponta em cinco objectivos que são:

► melhor orientação do financiamento da formação profissional (quando existe) para aqueles que mais necessitam, ou seja, os desempregados, os empregados, as pessoas pouco qualificadas e os pobres;
► desenvolver a formação em pequenas e médias empresas;
► **Inserir os jovens no mercado de trabalho particularmente através dos contratos de alternância**
► melhorar a transparência, os financiamentos e melhor avaliar melhor as políticas de formação profissional ;
► melhor informar, orientar e acompanhar melhor empregados, desempregados e criadores de empresas.

Estes objectivos são mais ou menos apoiados consoante os doadores, o tipo de financiamento implementado para o financiamento da FIP e a negociação a realizar com os países a quem solicitar o apoio. Certos países vão mais desenvolver uma estratégia mais virada para a educação de massa na base, outros vão investir melhor no ensino superior ou na formação técnica e profissional (curto ou longo prazo).

Estas orientações estão muito relacionadas com o nível de desenvolvimento económico do país e de facto vão-se encontrar uma grande variedade de situações:

► O Brasil usa o apoio internacional para desenvolver a oferta de formação de nível superior. Ao mesmo tempo é capaz de financiar a educação básica e a formação profissional;
► O Moçambique e o Chade são países que querem prioritariamente reestruturar e relançar seus sistemas de ensino mas também estão muito conscientes da necessidade de formação do pessoal (a curta e médio prazo) que deverão ser capazes de responder à procura e contribuir para o desenvolvimento das empresas (formais e informais).

**Uma síntese das estratégias desenvolvidas pela UE, BM, AFD, GIZ e OIT na área da FIP é apresentada no Anexo*

● O serviço público de emprego ao serviço do público – os rácios pessoal/clientes e eficiência da oferta de serviço

As disposições relativas à formação e os programas activos no mercado de trabalho em geral (por exemplo, a assistência e subsídios para o emprego) têm mais hipóteses de sucesso se forem geridos através de um serviço público de emprego dotado com os recursos necessários. Durante a crise, a Alemanha tem recrutado pessoal adicional para aumentar a eficácia da prestação de serviços junto dos desempregados, com um foco especial sobre os jovens. O rácio pessoal/clientes para os destinatários dos subsídios de desemprego mais desfavorecidos (incluindo jovens) era de 1 para 75 (contra 1 para 150 para os outros).

● Destacar desvantagens em vez de grupos - o caso dos jovens

Os meios de acção ganham em eficiência quando apontam uma determinada desvantagem em vez de todo um grupo. Isto é particularmente verdade para os jovens porque são frequentemente as pessoas jovens mais qualificadas que beneficiam de programas de aprendizagem e das ofertas de formação. Alguns países como o Reino Unido lançaram programas específicos para reintegrar os jovens desempregados de longa duração e os jovens inactivos no mercado de trabalho.

● O papel complementar e importante dos mercados de produtos e da boa governança

Les politiques appliquées sur le plan social et dans le monde du travail ne peuvent être
As políticas aplicadas a nível social e no mundo do trabalho não podem ser eficazes sem ter mercados de produtos a funcionar bem. Em particular, mercados de produtos abertos e transparentes - com uma boa estrutura de governança e livres de corrupção - são de uma importância vital para o investimento e têm um impacto positivo no emprego e nos salários.

"O argumento de que a equidade social seria obtida à custa de um crescimento económico inferior é frequentemente avançado, destacando uma suposta correlação negativa entre estes dois objectivos. A crise que rebentou em 2008 - foi precedida por um aumento da desigualdade social - tem mostrado que isso simplesmente não era o caso. Na verdade, se elas forem cuidadosamente desenvolvidas, as políticas de equidade podem também promover a prosperidade e reduzir o risco de crises futuras."1

Políticas de emprego eficaz

As políticas têm uma função essencial de regulação, articulação, ajustamento dentro dos parâmetros da equação. As mais eficazes para reduzir o desemprego e a inactividade são aquelas que se destinam a impedir a persistência das tendências. Mais fundamentalmente, o sucesso de uma intervenção das autoridades públicas implica acima de tudo que seja bem concebida, seja ao fazer mudanças sucessivas num programa existente ou ao implantar uma nova iniciativa. No entanto mesmo se alguns países são afectados pela crise da mesma forma, respostas políticas similares muitas vezes dão resultados diferentes.

Por exemplo:

- **Agir para a preservação do emprego**

Na Alemanha a redução do tempo de trabalho revelou-se uma medida eficaz em tempos de crise para limitar o número de despedimentos. A estabilidade do emprego foi assegurada pelos ajustes de tempo de trabalho, facilitados por um diálogo social eficaz e a adopção de medidas destinadas a apoiar a viabilidade das empresas. Foi essencial nos países que tiveram de enfrentar uma diminuição da procura externa. No Brasil, o Governo apoiou as explorações rurais. Também reduziu o imposto sobre a produção industrial, uma medida que permitiu salvaguardar 60 000 postos de trabalho.

- **Investir na formação, parar a erosão de competências, responder à solicitação de qualificações**

É comum que a procura de competências varie durante os períodos de adaptação, uma situação agravada pela perda de competências dos desempregados desfavorecidos. Esforços são indispensáveis para facilitar o oferta e aumentar a eficácia dos programas de formação, aproveitando melhor as parcerias público-privadas para limitar a inadequação das competências. Os regressos à formação muitas vezes dão resultados positivos e podem até ser muito bem sucedidas se eles forem devidamente direccionados. É claro que os programas de formação são mais eficazes se eles contiverem elementos de reconhecimento e aquisição de títulos/diplomas. São factores importantes especialmente para os jovens.

Ã Raymond Torres – Dir. do Instituto International de Estudos Sociais in « Pour une reprise durable : des exemples de pays qui innovent »

A experiência da ESSOR - 15 anos de prática em dois continentes

Em 1992, de regresso de uma missão no Brasil com a Inter Aide uma ONG francesa, alguns profissionais do desenvolvimento criaram a associação ESSOR que continua hoje a sua acção neste país, apoiando a criação ou o reforço das associações brasileiras. Reconhecido por seu trabalho, a ESSOR iniciou acções em Moçambique em 1997, em Cabo Verde em 2006 e seguidamente, na Guiné-Bissau e no Chade.

ESSOR tem como objectivo ajudar as populações mais pobres adquirir os meios de melhorar duravelmente suas condições de vida. Seu apoio é baseado na concepção e implementação de acções concretas, facilitando a apropriação dos processos de desenvolvimento local. Essas acções promovem a cidadania e a justiça social nos países em causa. A ESSOR responde aos pedidos de populações locais. Procura alcançar os mais pobres das populações urbanas e rurais. Privilegia a procura ou a constituição de parcerias associativas locais, pontos de apoio do programa e intermediários subsequentes. A ESSOR conduz actualmente uma dúzia de projectos em parceria com associações locais.

O problema do desemprego, dos jovens em particular, tornou-se um dos principais desafios para muitos países, nomeadamente em áreas urbanas e representa como tal uma ameaça para a estabilidade social do país.

ESSOR intervém nas zonas onde há um índice elevado de pobreza e desemprego com:

►Um baixo índice de população economicamente activa;
►Uma população jovem com baixo nível de educação e qualificação profissional;
►Um desequilíbrio entre a oferta e a procura de emprego;
►Um mercado informal muito significativo.

Nota-se que em muitos países existe um baixo nível de colaboração entre os diferentes actores envolvidos no processo de formação profissional e o acesso ao emprego: população oriunda das áreas de baixa rendimentos, organizações comunitárias, ONGs, agências governamentais, empresas, autoridades públicas.

Os objectivos de acção da ESSOR nesta área são:

►Melhorar o acesso a formação profissional e aos estágios para jovens;
►Contribuir para a inserção dos jovens através de um emprego decente ou por conta própria;
►Reforçar as capacidades de diálogo dos actores relacionados com a temática do emprego, afim de facilitar a definição de políti cas de ajuda à inserção socioeconómica que integram uma forte dimensão de parceria entre actores do sector público e actores pri vados.

Um dos programas de intervenção da ESSOR é a Formação e a Inserção Profissional. Realiza com suas ONG parceiras, acções destinadas a melhorar os rendimentos das famílias que vivem nas zonas periféricas desfavorecidas. Cursos de formação profissional e apoios para a inserção no mercado de trabalho estão propostos através de um serviço chamado BFE «Balcão para Formação e Emprego».

Todos os analistas das grandes instituições internacionais mas também nacionais concordam em reconhecer a riqueza que a juventude de um país representa e salientam o facto de que é essencial fornecer aos jovens um trabalho decente para combater a pobreza e promover o desenvolvimento sustentável. Shantayanan Devarajan Economista do Banco Mundial diz que:

“ Um dos problemas que os governantes tinham e que ainda têm até agora têm actuado sem conhecer as opções disponíveis, sem saber o que funciona em determinadas situações, o que já foi testado e o que não funcionou.”

Desde há mais de 15 anos, uma ONG francesa, a ESSOR, com sede em Lille, investe fortemente na concepção, implementação e desenvolvimento de uma abordagem, método e ferramentas para permitir a jovens em dificuldades nos bairros desfavorecidos dos grandes centros urbanos do Sul, de se formarem e inserirem profissionalmente no mercado de trabalho, formal e informal, mas também contribuir como cidadãos para o desenvolvimento económico, social e político do espaço em que vivem.

Esta publicação surge num momento chave da ESSOR, especialmente depois de 15 anos de intervenções dedicadas a acção e que tem vista nos últimos anos um aumento significativo e uma diversificação dos projectos implementados. Era essencial para esta associação fazer um balanço sobre o que ao longo dos anos se tornou um vasto programa. Apresentar e divulgar amplamente sua experiência, sua contribuição (do local até ao nacional) bem como a participação e o apoio que prestaram os parceiros técnicos e financeiros.

O presente documento é organizado em três partes :

▲ O ambiente
O mercado - a FIP - as políticas públicas: uma equação bastante complexa
A visão e o posicionamento de grandes instituições internacionais
As políticas públicas nos países de intervenção da ESSOR
A visão de empresas e fundações

▲A perícia da ESSOR
Apresentações e análises de 15 anos de experiência de ESSOR na área da FIP, baseadas nos percursos e nos saberes adquiridos no Brasil, no Chade e Moçambique

▲ O que tirar ? O que fazer e como ?
Ensinamentos, boas práticas a considerar, mas também, hoje, o posicionando e a contribuição da ESSOR nos debates públicos. Finalmente, o que perspectivar e como melhorar e perpetuar a abordagem.

Introdução

O planeta tem hoje 1,2 mil milhões de jovens com idades entre 15 a 24 anos, seja 18% da população mundial. Cerca de 87% desses jovens vivem em países em desenvolvimento. O desemprego atinge directamente esses jovens. 43,7% dos desempregados no nosso mundo são jovens e representam apenas 25% da população activa. Mais de um terço dos jovens do mundo está à procura de um emprego sem ser capaz de o encontrar, ou deixou completamente de procurar, ou então trabalha sem conseguir ultrapassar a linha de pobreza de $ 2 por dia

Para fugir a pobreza, muitos jovens estão procurando melhores perspectivas para o futuro através da migração. A migração para áreas urbanas é inevitável, às vezes desejável para melhorar a distribuição dos recursos humanos, especialmente em países onde a terra é escassa. O publico dos jovens é mais virado ao êxodo rural ou a migração para outras áreas urbanas do que os mais velhos. Mas essa migração tem impactos significativos. Cria cada vez mais tensões sobre o emprego nessas zonas, e não melhora necessariamente as condições de trabalho daqueles que permanecem nas zonas rurais A situação afecta o fornecimento de bens públicos, educação, serviços públicos, alojamentos e infra-estruturas. Altera a composição demográfica, a repartição de competências.

Em muitos países em desenvolvimento uma grande parte das dificuldades relacionadas com o emprego dos jovens pode ser explicada pela dinâmica do mercado de trabalho e pelas suas oportunidades. A maior ou menor facilidade com que os jovens encontram emprego e a eficácia das suas pesquisas também dependem do nível de organização do mercado de trabalho para os integrar e dos seus próprios níveis de preparação para se-inserirem.

Todos os países, independentemente das suas condições de desenvolvimento, hoje estão confrontados com o desafio do emprego dos jovens, ainda que a natureza e a importância do problema varie de um contexto para outro. Em países menos desenvolvidos, apesar da situação demográfica e dos altos índices de reprodução, jovens que chegam ao mercado de trabalho estão limitados por vários factores incluindo a falta de experiência, a falta de acesso à educação e formação, a falta de organização e de representação, o que impede que suas necessidades sejam tomadas em conta nos programas de acção e nas políticas públicas.

A energia, as competências e aspirações dos jovens são bens valiosos, que nenhum país pode dar-se ao luxo de desperdiçar.

Ajudar os jovens a atingirem o seu pleno potencial e abrir o acesso ao emprego é uma condição para a erradicação da pobreza, para o desenvolvimento sustentável e para a obtenção de uma paz duradoura.

Tendo sido amplamente esquecidos no passado pelas estratégias nacionais de desenvolvimento, o emprego dos jovens tem um lugar cada vez mais importante nos programas de desenvolvimento.

A palavra do Director da ESSOR

Jean Philipe Delgrange

Director da ESSOR

Para a ESSOR, a implementação de acções de Formação e de Inserção Profissional (FIP) representou um longo processo de maturação. A Associação iniciou as suas intervenções em áreas urbanas através de «projectos integrados» abrangendo diferentes faixas etárias (crianças, adolescentes e adultos) e várias problemáticas: educação, saúde, inserção social dos jovens, formação profissional, organização comunitária, …

Gradualmente, através das actividades nessas áreas, a ESSOR e os seus parceiros entenderam que a questão da criação de rendimentos acabou por ser o centro das questões de desenvolvimento e que limitar-se à formação profissional não era suficiente.

É neste contexto que paralelamente às acções de formação profissional, que progressivamente, iniciámos actividades relacionadas com a inserção de alunos e de uma forma mais global, a inserção económica das populações das zonas urbanas periféricas.

Portanto, foi muito naturalmente que um sector da FIP tomou forma na ESSOR, com um apoio significativo da AFD com quem foi elaborada uma "Convenção programa" FIP.

Esperamos que as páginas a seguir ajudem a compreender melhor a realidade deste sector da FIP nas questões de desenvolvimento, a conhecer as experiências da ESSOR bem como as dos seus parceiros (ADEIS, AMAZONA, AMDEC, AMPARO, ASDP, CEMAR, GACC, GACC-MA, UPA) e o que se pode daqui retirar como bons ensinamentos e boas práticas(*).

(*) Para além disso e na perspectiva de participar na divulgação de boas práticas, a ESSOR desejou ser sócio da rede "Práticas» (http: / / www. interaide.org / pratique /) contribuindo assim à produção cada ano de várias fichas ou documentos

Sumário

A palavra do Director da ESSOR 2

Introdução 3

A experiência da ESSOR – 15 anos de práticas en dois continentes 5

Mercado – Formação e Inserção Profissional dos jovens – Politicas Públicas 6

O que motiva as principais instituições envolvidas na FIP 8

O Brasil, o Moçambique, o Chade : desafios politicos nacionais
em torne da Formação e a Inserção Profissional de jovens desfavoricedos 10

As Empresas – a Formação Profissional – a Inserção dos jovens 16

A perícia da ESSOR: o Brasil 18

A perícia da ESSOR: o Moçambique 22

A perícia da ESSOR: o Chade 26

Uma abordagem e ferramentas comprovadas, fruto de 15 anos de experiência 27

Ensinamentos e boas práticas a reter 28

O posicionamento e a contribuição da ESSOR sobre a temática da FIP 30

O que a experiência induziu como mudanças dentro da ONG ESSOR 32

Algumas palavras par conluir 37

Anexo : As intituições internacionais e as estratégias que desenvolvem 40